SPORT, ARGENT et CHAUVINISME

VOIR NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 403 - 22 mai 1976 - prix : 3 F

CONCORDE et ATLANTISME : Giscard en représentation

p.7

Pendant que Fourcade parle de justice fiscale l'Etat s'attaque aux petits commerçants mais protège les grands capitalistes .

PROCÈS SIMEONI

procès de la politique gouvernementale

p.24

PORTUGAL: le Parti Communiste contraint de présenter son candidat aux présidentielles

p.9

sommaire

EN FRANCE

Page 4 :
- La nouvelle loi sur la prévention des accidents du travail : le risque sans changement.
- Des enseignants se mettent en colère.
- Gennevilliers : comment la Préfecture reloge les immigrés.

Page 5 :
- L'affaire Ceccaldi : un magistrat qui veut être intègre est un magistrat dessaisi ou muté.
- Etudiants : une première victoire.

Page 10 :
- Le point sur le quotidien Rouge.

Page 17 :
- Les travailleurs face aux patrons : CII, Cégédur (Issoire), Ericsson (Colombes).

Page 18 :
- Les travailleurs face aux patrons... et face aux bureaucrates syndicaux : Renault-Flins, Crédit Lyonnais (Rillieux), Tri Postal Clignancourt (Paris), Gaz de Lacq, Néogravure (Corbeil), Hospices Civils de Lyon.

Page 24 :
- L'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais : naissance et mort d'une campagne de presse avortée.
- Le procès Siméoni : procès de la politique gouvernementale.

DANS LE MONDE

Page 6 :
- Exécutions capitales en Chine.
- Il y a dix ans : la Révolution Culturelle contre la classe ouvrière.

Page 7 :
- Giscard aux USA : l'aveugle et le paralytique.
- Namibie : deux militants de la SWAPO condamnés à mort.

Page 8 :
- Liban : la gauche dans l'impasse.
- Cisjordanie : la répression s'amplifie.
- Iran : le chah assassine.

Page 9 :
- Portugal : le PC contraint de présenter son candidat.
- Espagne : vers un nouvel isolement du PC ?
- Italie : le PC à la pointe de la lutte... contre l'absentéisme dans les usines.

DOSSIER

Pages 11 à 16 :
- Le sport, l'argent et le chauvinisme.

Page 19 :

DIVERS

- Livres : Monsieur le Consul et Le fils du Consul, de Lucien Bodard ; Le placard, de Jeanne Ribaucour ; Une Suisse au-dessus de tout soupçon, de Jean Ziegler.

Pages 20 et 21 :
- Films : Avec le sang des autres ; Le pont de singe ; Pousse-Pousse ; Vincent mit l'âne dans un pré ; La dernière femme ; La surprise du chef.
- Le Festival de Cannes : la palme du commerce.

Pages 22 et 23 :
- Dans deux semaines : la fête.
- La politique du rendez-vous.
- Trois jours de spectacle.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236.45.28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : Graphie-Presse - Epinay
Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

UNE NOUVELLE PIECE A NOTRE DOSSIER SUR LES BANQUES

Monsieur,

Le dossier « Les banques » de votre numéro 401 du 8 mai courant a retenu mon regard, apportant à ce numéro de **Lutte Ouvrière** un lecteur de plus et un correspondant bénévole pour ajouter — si vous le jugez utile — un autre cas à votre dossier sur les banques.

Presque toutes les banques françaises et de très nombreuses étrangères sont représentées à Lyon. Parmi ces dernières, il s'en trouve une, américaine, la Chase Manhattan Bank, qui a ouvert une agence à Lyon en mai 1971 puis, en fin 1974, en a clos la moitié des services, officiellement « pour motif économique », et du même coup « pour suppression d'emploi », a licencié le quart du personnel de l'agence.

Or cette grande banque d'affaires, la troisième au monde, c'est-à-dire avec à sa disposition tous les moyens modernes de gestion, non seulement invoque un fallacieux prétexte, comme il sera prouvé devant le Conseil des Prud'hommes, mais encore a volé sciemment du personnel sur le salaire et a déjà dû le reconnaître. Elle a sciemment lésé du personnel quant aux cotisations à la Sécurité sociale, à l'URSSAF, préjudiciable à la retraite de ce personnel.

Le grand tam-tam de l'inauguration en 1971 a fait place au grand silence de la déconfiture de 1974, pour tenter de masquer les déficiences d'une gestion inavouable en 1976 et pour décourager ceux ou celles qui montreraient quelque velléité de faire respecter leur droit, obtenir la juste réparation des torts qui leur ont été causés et **porter à la connaissance du public le danger d'une gestion qui, faute d'être démasquée, risque de continuer à faire gonfler les poches de certains faux dirigeants aux dépens des travailleurs.**

La Chase Manhattan Bank a réussi à circonscrire avec célérité la publication de ses cracks financiers de New York, de Paris, de Lyon, mais... il se pourrait que le petit David du Personnel ne prenne son temps... n'ajuste bien sa fronde... et c'en serait fait du géant Goliath à Lyon. Un proche avenir nous le dira (le 4 octobre 1976).

S'il vous intéresse de connaître la suite que le futur, assisté de la patience tenace du personnel lésé, réserve à la Chase Manhattan Bank à Lyon, faites-le savoir dans le numéro 402 du 15 mai 1976.

C.R.M.

Nous sommes très heureux d'avoir un lecteur de plus de notre hebdomadaire ; et encore plus heureux d'avoir gagné un correspondant. Bien sûr que la suite de l'histoire racontée nous intéresse. Et nous te remercions, car ce n'est que de cette étroite coopération avec ses lecteurs qu'un journal comme le nôtre peut vivre.

LA PAROLE AUX ENFANTS

Chers copains et copines,

Je me demande pourquoi on parle jamais des enfants dans le journal et pourquoi il n'y a pas de manifestations pour nous quand on voudrait changer quelque chose dans l'école. Tout le monde croit que c'est parce qu'on est trop petits et qu'on comprend rien. Vous parlez des racistes, dans mon école il y a une fille qui dit qu'elle n'est pas raciste mais elle n'aime pas les Portugais, elle sait pas que ça veut dire être raciste, à quoi ça sert puisque ma maîtresse aussi elle est raciste. Tous dans la classe on voudrait la changer pour une plus gentille, mais on peut rien. Avec mes sous j'ai acheté des timbres et des autocollants pour la tuberculose. Ma mère et mon père m'ont dit que c'était con, j'ai compris pourquoi mais on nous demande pas autre chose. Pourquoi y a de mes copains et copines qui sont **obligés** d'aller au catéchisme et tout, même qu'ils n'y croient pas, même ils commandent pas leurs habits, pourquoi on les bat, c'est dégueulasse et vous dites rien pour ça. Pourquoi quand c'est la guerre on tue pas seulement les sodats et pourquoi par exemple mon père serait obligé d'y aller, même les soldats, c'est con qu'ils se tuent. J'ai entendu quelqu'un qui disait que dans vingt ans, ça ferait une montagne de bouteilles de plastique et que l'eau serait toute polluée, est-ce que c'est vrai ? Je vais aller à la fête de LO avec ma sœur mais je voudrais vendre à un stand, rendre la monnaie et jouer mais pour les sous on ne fait pas assez confiance. Entre nous, on parle de plein de trucs à la télé, de notre vie, qu'on voudrait être libre, et même du gouvernement, mais en cachette, et si moi je peux en parler avec mes parents, presque tous les autres n'ont qu'à bien travailler, être bien propres. Moi, de toute manière, même si on parle pas de nous je veux être libre et ma sœur aussi avant d'être grande. J'espère que ma lettre va être écrite dans le journal.

Emmanuelle, 10 ans.

C'est vrai qu'on ne parle pas souvent des enfants dans le journal, mais on ne les oublie pas, pourtant.

Tout d'abord, nous pensons comme toi que ce n'est pas parce qu'on est « petit » qu'on ne comprend pas bien des choses, révoltantes, de la société qui nous entoure. Il y en a qui, à 90 ans, n'ont toujours rien compris et n'ont pas cherché à le faire. Et d'autres qui, comme toi, à 10 ans et même moins s'intéressent à bien des choses, souffrent déjà de tout ce qui est bête et injuste dans la société, et veulent être plus libres.

Et puis, nous pensons comme toi qu'il est injuste que les enfants n'aient pas de droits ; qu'ils ne puissent pas dire ce qu'ils pensent de leurs instituteurs et, pourquoi pas, les élire ; qu'ils ne puissent pas voter sur toutes les questions qu'ils sont capables de comprendre.

Mais là où tu te trompes un peu, c'est que tout cela n'est pas une question d'âge. Tu crois que c'est parce que tu as 10 ans qu'on ne te demande jamais ton avis. Mais pour les « grands », pour la grande majorité du moins, c'est exactement la même chose.

On leur laisse croire qu'ils ont quelques droits, qu'ils sont libres, mais ils ne le sont pas plus que les enfants.

Dans les usines, par exemple, ce n'est pas mieux qu'à l'école. Les patrons et la plupart des chefs méprisent les ouvriers, pensent qu'ils ne peuvent rien comprendre, qu'ils n'ont qu'à travailler et se taire. Si un ouvrier trouve que son chef n'est pas gentil et qu'il est raciste, s'il veut en changer, il ne le peut pas plus que toi avec ta maîtresse. C'est même parfois pire qu'à l'école. Car si toi, tu vas dire à ta maîtresse que tu ne comprends pas son attitude, elle discutera peut-être. Du moins, tu ne risques pas grand-chose à le faire. Tandis que bien souvent, des ouvriers qui protestent se font mettre à la porte, et perdent leur travail et leur salaire.

Alors, tout cela n'est pas seulement une question d'âge. C'est que personne, ni les « petits », ni les « grands » ne sont libres dans notre société. Le problème est justement de se libérer. C'est notre objectif à LO.

Cela dit, nous comptons parler des enfants dans notre journal. Bientôt, il y aura un dossier sur les colonies de vacances, et nous dirons le point de vue de certains enfants. Si tu es déjà allée en colonie, et même si tu n'y es pas allée, tu peux nous écrire ce que tu en penses, et nous l'utiliserons.

Maintenant, en ce qui concerne la fête, nous serons très contents que tu t'y rendes utile : viens au stand Lutte Ouvrière de la Place Rouge, et tu pourras vendre des trucs et rendre la monnaie... mais révise tes tables d'addition, de soustraction et de multiplication !

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIÈRE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
PRENOM : .....
.....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

EDITORIAL

L'ÉTAT S'ATTAQUE AUX PETITS COMMERÇANTS MAIS PROTÈGE LES GRANDS CAPITALISTES

A la suite du suicide d'un jeune commerçant en fruits et légumes du 20e arrondissement de Paris, Gilbert Voisin, menacé par une visite des contrôleurs du fisc, des commerçants ont pénétré dans la perception du quartier, s'en prenant à un fonctionnaire des impôts. Le CID-UNATI affirme que, ces derniers temps, les inquisitions des contrôleurs ont amené quinze suicides de commerçants et artisans. Et Nicoud, leader des petits commerçants, a menacé de constituer des « brigades secrètes et organisées » contre les contrôleurs.

Une nouvelle fois, les exactions financières de l'Etat ont allumé la colère chez les petits commerçants, qui sont de deux manières les victimes fiscales toutes choisies de cet Etat. D'une part ils sont spécialement soumis à la surveillance tracassière des agents du fisc, parce qu'effectivement ils sont à même de camoufler quelques revenus, pourtant pas bien énormes de toute manière. D'autre part ils sont présentés plus ou moins ouvertement par les pouvoirs publics comme des bénéficiaires de l'injustice fiscale, responsables finalement du poids des impôts sur les autres couches de la population, quand ce n'est pas de la hausse des prix.

Mais, d'un autre côté, les pouvoirs publics sont incapables de contrôler les grandes sociétés capitalistes — comme l'affaire des pétroliers le montre encore une fois — sociétés dont les fraudes et les affaires illicites se montent à des milliards. Ou plutôt ils ne veulent pas le faire parce qu'ils sont à leur solde. Et ces impôts, payés par les travailleurs et les petits commerçants, servent à financer un Etat pléthorique, une police et une armée qui sont les ennemis des travailleurs, ou encore à subventionner ces grands trusts, à qui il ne suffit pas d'échapper déjà en grande partie au fisc.

Fourcade a vraiment bonne mine de se présenter comme le défenseur de la justice fiscale.

Certes, c'est contre les contrôleurs du fisc, voire contre les employés des perceptions que se tourne la colère des petits commerçants, alors que ceux-ci ne sont que les agents d'exécution d'un gouvernement, d'un Etat, qui sont les véritables responsables. Et les agents du fisc de leur côté s'inquiètent et protestent. Ils ne veulent pas être les boucs émissaires. Ils ont manifesté à Paris, mardi 18. Ils parlent de se mettre en grève. Que les agents du fisc protestent contre le fait que l'Etat leur fasse encaisser la responsabilité de sa politique, c'est une bonne chose. Encore faut-il que ce soit à l'Etat que s'adressent leurs protestations et pas aux victimes de la politique de l'Etat, les petits commerçants.

Car c'est aux agents du fisc — pris entre le marteau et l'enclume, mais qui les a mis là ? — de démontrer que, contre les commerçants, ils ne prennent pas le parti de l'Etat et du gouvernement. S'ils ne le faisaient pas, si pour une raison ou pour une autre ils se campaient en ennemis des contribuables ou en bons et loyaux serviteurs d'un Etat qui opprime et qui écrase d'impôts les petits commerçants, comme toutes les couches laborieuses, ils contribueraient à tourner contre eux-mêmes la colère des contribuables petits commerçants ou artisans.

Et les grandes organisations syndicales, qui ont de l'influence parmi les fonctionnaires du fisc, ont leur responsabilité dans l'affaire. Combien de fois dans le passé la CGT avait protesté contre ce qu'elle appelait les « exactions » des petits commerçants contre les perceptions, au lieu de protester contre les exactions de l'Etat contre les petits commerçants. Combien sont ceux qui, à la CFDT des employés du fisc ou ailleurs, croient être très à gauche en justifiant, quand ce n'est pas en prônant, la multiplication des contrôles contre les petits commerçants, au nom de la lutte contre les privilégiés !

Comme si les privilégiés n'étaient pas ailleurs que dans les boutiques !

C'est une attitude irresponsable, grave. Les travailleurs n'ont rien à gagner à ce que l'Etat pressure davantage les petits commerçants. Ils ont par contre beaucoup à perdre à ce que les petits commerçants se persuadent que, ce que l'Etat fait, il le fait avec la complicité des organisations ouvrières.

Les travailleurs en tout cas ne peuvent pas se tromper d'ennemis. Le leur, c'est l'Etat au service des capitalistes, qui écrase d'impôts salariés et petits commerçants, artisans et paysans.

Arlette LAGUILLER.

OR NOIR POUR LES UNS, MARÉE NOIRE POUR LES AUTRES

Quelques semaines après l'affaire de **l'Olympic Bravery,** un nouveau pétrolier s'est échoué et de répandre sa cargaison à la mer. Il s'agit cette fois d'un pétrolier de 120.000 tonnes, **l'Urquiola,** bloqué sur les fonds rocheux devant le port de La Corogne en Espagne. Le pétrole a commencé par brûler, dégageant un tel nuage de fumée que toute la ville de La Corogne a été plongée dans une demi-obscurité et que l'aéroport était impraticable. Les avions chargés de produits détersifs ont dû attendre que l'incendie soit éteint pour atterrir.

Les autorités espagnoles tentent de maintenir les nappes de pétroles à distance de la côte, mais d'ores et déjà la couche qui recouvre la mer est telle que la faune et la flore marine de toute la région est menacée.

Quand on sait que la région vit justement des coquillages : huîtres, moules, coques... on imagine aisément les conséquences catastrophiques qui vont s'en suivre pour les milliers de familles privées de leur gagne-pain pour des mois, voire des années.

En prenant la responsabilité de construire des pétroliers monstrueux, renfermant parfois plusieurs centaines de milliers de tonnes de pétrole, les marchands d'or noir prennent les risques de catastrophes de ce genre. Mais ce risque leur fait d'autant moins peur qu'ils n'en subissent pas les conséquences. Les compagnies d'assurances sont là pour payer, et elles remboursent en premier les dommages subis par les bateaux.

La circulation de tels cataclysmes flottants permet aux rois du pétrole d'accumuler des profits colossaux mais les rend responsables de destructions tout aussi colossales.

Roger PERIER.

Cher métro...

Le secrétaire d'Etat aux Transports a voulu voir dans l'inauguration de deux nouvelles stations de métro parisien, prolongeant la ligne Champs-Elysées-Clemenceau-Carrefour Pleyel jusqu'à la basilique de Saint-Denis, l'illustration des efforts accomplis par le gouvernement dans le domaine des transports en commun. C'est effectivement une illustration du peu d'effort fait en ce sens, car ce n'est pas tous les jours, et même tous les ans, que nos gouvernants ont l'occasion de présider ce genre de cérémonie. Et ce qu'il faut retenir à cette occasion, c'est que la plupart des lignes de métro s'arrêtent encore aux portes de Paris, ou à proximité immédiate, alors que l'agglomération parisienne s'est considérablement développée depuis quarante ans que l'essentiel du réseau a été mis en place.

Les voyageurs qui utiliseront les deux nouvelles stations de métro devront d'ailleurs, comme c'est déjà le cas pour le tronçon Charenton-Créteil, payer une taxe supplémentaire (0,90 F en deuxième classe pour deux stations).

Comme quoi, si l'Etat fait finalement très peu en matière de transport en commun, il le fait payer cher.

La nouvelle loi sur la prévention des accidents du travail

Le risque sans changement

Le changement sans risque, devise de Giscard, convient très mal à la prétendue réforme de l'entreprise, dont les députés ont commencé la discussion la semaine dernière par les questions de sécurité du travail.

La loi, oh combien timide, ne prévoit en général que des recommandations, non obligatoires, pour les patrons et l'institution d'organismes paritaires particuliers dans les entreprises où le travail et les produits fabriqués ou utilisés sont très dangereux.

Les articles de loi concernant la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail ont été modifiés de manière à satisfaire le CNPF, qui s'était ému des emprisonnements de P-DG survenus ces derniers mois à la suite d'accidents mortels dans leurs usines ou chantiers.

C'est ainsi que, pour qu'un patron soit condamné, il faudra prouver que sa responsabilité personnelle est directement engagée. Ce qui revient en fait à reporter sur les cadres et la maîtrise la responsabilité des accidents, quand ce n'est pas sur l'ouvrier accidenté lui-même.

Pour donner une idée de l'ampleur des mesures répressives à l'encontre des patrons qui méprisent la sécurité de leurs salariés, précisons que les amendes prévues vont de 500 à 3.000 francs. Bien moins cher que le moindre équipement de sécurité !

Alors, le gouvernement a beau envisager également de supprimer progressivement le salaire au rendement ainsi que de limiter le travail en équipes et les cadences en cas de travail dangereux, si les travailleurs veulent que cesse l'hécatombe qui voit assassiner l'un des leurs toutes les heures dans le pays, ils ne devront compter que sur eux-mêmes, leur vigilance et leur capacité à s'opposer aux cadences et aux conditions de travail dangereuses.

Jean COLIN.

LES FACETIES DE STOLERU

Les gouvernements successifs de la Ve République n'ont jamais été avares de réformes prétendument destinées à améliorer les conditions de travail des OS.

Il y eut l'époque où les OS furent baptisés « agents de production ». Il y eut celle où les OS de Renault devinrent actionnaires.

Et aujourd'hui, il y a Stoléru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, et Ségard, son collègue des PTT. Ne viennent-ils pas d'annoncer l'installation prochaine, dans un certain nombre d'entreprises, d'environ deux cents postes téléphoniques auprès des chaines ?

Voilà qui va tout changer ! Pour imaginer cela, il fallait bien — pensez donc — être au moins deux...

Tous les espoirs sont donc permis. Si jamais le gouvernement tout entier décide de se pencher sur la question, peut-être ces postes auront-ils la tonalité !

F.S.

NOUVELLE HAUSSE DE L'ESSENCE

Le lundi 17 mai, l'essence a encore augmenté de 6 centimes le litre, ce qui porte le prix du super à 1,96 F. La dernière augmentation avait eu lieu il y a quelques mois. Cette fois-ci, pour la justifier, on parle de la hausse du dollar par rapport au franc. Aujourd'hui, on ne peut plus accuser les pays producteurs, qui baissent les prix à la production. Alors on trouve n'importe quel prétexte pour justifier une nouvelle hausse.

En quelques mois, les compagnies pétrolières auront réussi un joli tour de passe-passe. Misant tour à tour sur la prétendue pénurie de pétrole, puis sur la fluctuation du dollar, elles ont renchéri les prix d'une façon prodigieuse, tout en profitant régulièrement des extras dont les Etats leur font cadeau.

Ce n'est pas Ceccaldi qui démentira !

L.V.

Des enseignants se mettent en colère

Mardi 4 mai, nous nous sommes retrouvés à environ 250 instituteurs et institutrices (titulaires, remplaçantes et suppléants) et maîtres-PEGC, pour manifester notre mécontentement à la préfecture de Créteil dans la région parisienne. Mécontentement dû au fait que le 3 mai nous n'avions pas reçu notre paie, alors que d'habitude nous l'avons autour du 20-22 du mois précédent. Par contre, certains d'entre nous avaient reçu de leur banque un avertissement parce que leur compte était à découvert.

A la préfecture, l'inspecteur départemental n'étant pas là (bien sûr !), une délégation intersyndicale (SNI, SNES, SGEN) a été reçue par l'inspecteur adjoint, qui voulait nous recevoir dix par dix, son bureau étant trop petit. Nous sommes alors tous montés avec l'intersyndicale et nous sommes restés dans le couloir devant son bureau. Là, plusieurs d'entre nous ont pris la parole pour dénoncer ce qui ne va pas dans leur école : ici des stages non payés depuis cinq ans, là des maîtresses non remplacées depuis trois semaines, ailleurs des remplaçants non stagiarisés (c'est-à-dire privés de toute garantie), quand ce ne sont pas des suppléants qu'on va chercher en porte-à-porte pour remplacer une maîtresse absente et à qui on fait signer un papier disant qu'elles s'engageaient à travailler jusqu'en juin et acceptaient de ne pas être reprises à la rentrée.

Tout cela faisait trop de bruit pour M. l'inspecteur qui nous a priés de nous taire. Il s'est entendu répondre : « Nous sommes là pour nous faire entendre ; si on avait été payé, on ne serait pas venu ».

Aussi quand nous sommes repartis, nous lui avons donné rendez-vous, encore plus nombreux, à la fin du mois... si notre paie n'arrive pas à temps !

C.E.T. Froidcul (Moselle) :

L'Education nationale jette des jeunes à la rue

A la rentrée prochaine, le CET Froidcul (Moyeuvre-Grande), qui appartenait à Sacilor, doit passer à l'Etat. Au même moment, on annonce que, sur 280 candidats, seuls 90 élèves seront admis à entrer en première année (ce qui fera deux classes de CAP et une classe de BEP) et qu'un quart des postes de professeurs vont être supprimés.

Pour pouvoir éliminer plus facilement les candidats, un concours a été mis sur pied, dont la date n'a été communiquée que la veille à certains CES, si bien que tous les élèves n'ont pas été prévenus.

Déjà, depuis plusieurs années, Sacilor avait réduit les effectifs : en cette période de chômage, cela ne l'intéressait pas de former des jeunes dont il n'avait pas besoin. Et c'est pourquoi il a fini par abandonner le CET à l'Etat. De la part de Sacilor, on ne pouvait s'attendre à autre chose.

Mais que fait l'Etat en reprenant le CET ? Il laisse à la rue les deux tiers des jeunes qui demandent à rentrer, alors que les locaux pourraient facilement contenir 600 élèves et que le CET dispose d'un équipement moderne.

Au moment où des milliers de jeunes sont au chômage, au moment où le gouvernement multiplie les déclarations démagogiques sur « la formation des jeunes », voilà le rôle que joue l'Education nationale !

Mais il n'est pas dit que cette décision passe si facilement : déjà, des professeurs parlent de se mettre en grève et, chez les élèves, des tracts circulent, réclamant « le droit à la formation pour tous ».

Gennevilliers :

Comment la Préfecture reloge les immigrés

Mercredi 12 mai, la police annonçait leur expulsion aux travailleurs immigrés occupant la cité de transit de Gennevilliers. Ils devaient quitter les lieux trois jours plus tard, le samedi 15, pour être relogés dans un foyer neuf.

La plupart d'entre eux pensaient avoir toute la journée pour déménager. Mais la police est arrivée tôt le matin, suivie de près par les bulldozers. Ceux-ci écrasant les baraquements aussitôt vidés, il a fallu sortir les affaires au milieu des gravats, dans un nuage de poussière...

Arrivés dans le foyer, les locataires vont de surprise en surprise : situé dans la zone industrielle de Gennevilliers, coincé entre l'autoroute et le port, le foyer est éloigné de tout transport en commun. Les commerçants sont rares. En outre le foyer n'est pas achevé : l'électricité ne fonctionnait pas, les clés des chambres sont mélangées. Huit jours après, ils attendent toujours le dépannage de certains appareils, la mise en état de certaines douches, l'installation de l'eau chaude.

Dans ces conditions, les nouveaux locataires refusent de payer le loyer de 300 F. Ils l'estiment trop cher. Une assemblée générale a élu des délégués et l'ensemble des locataires est bien décidé à se battre pour l'équipement complet du foyer et la baisse du loyer.

Correspondant LO.

L'affaire Ceccaldi

Ceccaldi (premier rang, au milieu) pendant le congrès du Syndicat de la Magistrature qui vient d'engager une épreuve de force contre Lecanuet. (Ph. Boum)

Un magistrat qui veut être intègre est un magistrat dessaisi ou muté

Beaucoup se souviennent du film Z. De cette histoire vraie d'un petit juge grec qui, simplement parce qu'il était intègre et croyait à son métier, avait tenu à faire éclater au grand jour ce qu'il savait être la vérité — à savoir que la « mort accidentelle » d'un député de gauche était bel et bien un meurtre prémédité en haut lieu, par les services de la police — et était allé courageusement jusqu'au bout, jusqu'à l'inculpation des plus hauts « dignitaires » de la police. Ce qui, après le coup d'Etat des mêmes dignitaires, lui a valu la déportation dans une de ces îles grecques de sinistre mémoire.

Quand le film est passé sur le petit écran, cette histoire a touché et révolté des millions de téléspectateurs. Mais beaucoup se sont consolés en se disant que tout cela se passait en Grèce, sous un régime de sanglante dictature, et qu'en France, dans un régime « démocratique »...

Eh bien en France, depuis quelques années, et toutes proportions gardées, on s'aperçoit que le gouvernement, qui se veut libéral, d'un pays soi-disant démocratique, ne ménage pas, et même sanctionne les juges qui ne jouent pas le jeu.

Bien sûr, ils ne sont pas jetés en camp de concentration. Mais il y a quelques années, le juge Pascal, de Bruay-en-Artois, parce qu'il avait inculpé et fait incarcérer pour une affaire de meurtre crapuleux un bon bourgeois, le notaire Leroy, a « seulement » été dessaisi du dossier de l'affaire. Il y a quelques mois, le juge de Charette, parce qu'il avait inculpé d'homicide involontaire et placé en détention préventive, à la suite d'accidents du travail, un patron des Huiles, Goudrons et Dérivés, entreprise liée aux Charbonnages de France, a « seulement » été sermonné par les autorités et sa décision cassée.

Et tout récemment, parce qu'il était allé un peu loin, au gré du gouvernement, dans des enquêtes sur certaines menées frauduleuses de grandes sociétés pétrolières et s'était refusé à enterrer l'affaire en concluant à un non-lieu, le substitut au procureur de Marseille, Etienne Ceccaldi, a « seulement » été muté à Hazebrouck et menacé de sanctions s'il ne s'inclinait pas devant le diktat de Chirac et Lecanuet.

Toutes ces affaires prouvent cependant que la justice ne peut agir en toute indépendance du pouvoir. C'est ce dernier qui pèse sur elle et décide.

Et il en a toujours été ainsi. Si, aujourd'hui, de tels scandales sont étalés, s'ils prennent figure d'affaires d'Etat, c'est parce qu'un certain nombre de magistrats n'acceptent plus comme quelque chose allant de soi de choisir toujours le camp des « gros » face à celui des petites gens, le camp des patrons et des notables bourgeois face à celui des ouvriers.

Les magistrats qui luttent aujourd'hui, organisés pour la plupart dans le Syndicat de la Magistrature, méritent d'être soutenus dans leur combat. Mais tous ceux-là, qui croient pouvoir imposer une justice « indépendante », « impartiale », « sereine », connaissent tant de déboires qu'ils sont peut-être en train de souligner aux yeux de tous, le contraire de ce qu'ils voudraient démontrer : que dans un système social basé sur les privilèges de la richesse, il n'est justement pas de justice « indépendante » et que tout juge qui veut être intègre est un juge muté ou dessaisi.

Michelle VERDIER

Étudiants

UNE PREMIÈRE VICTOIRE

Alors que la grève se poursuit toujours dans plusieurs universités, le secrétaire d'Etat Saunier-Seïté prépare une circulaire assouplissant les conditions dans lesquelles se dérouleront les examens. Un certain nombre d'universités ont d'ailleurs commencé à prévoir une organisation modifiée des examens.

Après ses menaces répétées aux grévistes, selon lesquelles la grève leur ferait perdre leur année scolaire, le gouvernement recule et, d'ores et déjà, recteurs et secrétariat d'Etat essaient de mettre sur pied des modalités acceptables, tant par les étudiants et les enseignants que par le personnel administratif. Les examens seront probablement reportés et allégés dans la majorité des cas.

Bien sûr, des modalités d'examens acceptables ne règlent pas tous les problèmes des étudiants, qui se sont mis en grève contre un projet de réforme de l'Université qui vise à placer celle-ci sous la coupe des patrons et conditionne les possibilités d'études par celles du marché de l'emploi.

Mais il n'en reste pas moins qu'ils ont obligé le gouvernement à ravaler sa morgue et les menaces qu'il avait proférées avec mépris au début du mouvement.

Et c'est déjà une victoire.

D.C.

Un nouveau comité de soldats à St-Avold

Le Comité de soldats de Saint-Avold nous a fait parvenir le premier numéro de son journal avec l'appel suivant : « *Face à toute éventuelle répression, nous appelons sans exclusives les organisations syndicales et politiques de la gauche à organiser la solidarité autour des soldats qui pourraient être inquiétés.* »

Voici les revendications exprimées dans le bulletin publié par le Comité.

POUR QUE ÇA CHANGE, IL FAUT LUTTER.

Nous exigeons :

- **le service à 6 mois, car 6 mois ça suffit ! ;**
- **le libre choix de la date d'incorporation ;**
- **la possibilité d'être incorporé près de son domicile ;**
- **la solde au SMIC ;**
- **la gratuité des transports ;**
- **des installations sanitaires et une infirmerie correctes ;**
- **de réelles possibilités sportives et culturelles ;**
- **la liberté d'information, d'expression, de réunion, d'organisation et d'élection de délégués mandatés par l'ensemble des soldats ;**
- **liberté en dehors du service ;**
- **droit aux perms et au moins trois week-ends sur quatre ;**
- **refonte du règlement de discipline générale sous contrôle des soldats ;**
- **possibilités réelles de recours contre les sanctions ;**
- **garantie de l'emploi à la fin du service ;**
- **la suppression des brimades et humiliations.**

Nous exigeons :

- **la levée des inculpations ;**
- **la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et des Tribunaux Permanents des Forces Armées.**

Libération immédiate de Martin Meppiel

Le Comité de soldats du 22e RIMA nous écrit :

Des manifestations de soldats aux côtés des travailleurs le 1er mai n'ont pas l'air de plaire à la hiérarchie militaire.

Le Comité de soldats du 22e RIMA d'Albi avait appelé avec d'autres comités à la manifestation de Toulouse.

Nous étions une vingtaine pour dénoncer le caractère antidémocratique et antipopulaire de cette armée, pour affirmer clairement que notre combat, nous entendions le mener avec tous les travailleurs !

Grâce au soutien des UD CGT et CFDT toulousaines, nous avons pu publiquement nous exprimer.

C'en était trop pour nos chefs ! Il fallait trouver un coupable ! et ce par n'importe quel moyen ! Jugez vous-même !

Le soldat Martin Meppiel est emprisonné pour quatre mois — oui — 120 jours.

Le motif : il est soupçonné d'avoir participé à la manifestation ! Les preuves : inexistantes !

Il suffit d'ouvrir « sa gueule » pour être suspect, pour être emprisonné !

Le Comité de soldats ne baissera pas les bras, il n'acceptera pas l'arbitraire qui s'abat sur le soldat Martin Meppiel ! D'ores et déjà des contacts avec les organisations syndicales ont été pris.

Nous lançons un appel à toutes les organisations démocratiques pour organiser une vaste campagne de soutien, à la hauteur de ce nouveau scandale !

Ecrivez, soutenez le soldat Martin Meppiel, 3e Compagnie - 22e RIMA - Caserne Lapérouse - 81-Albi.

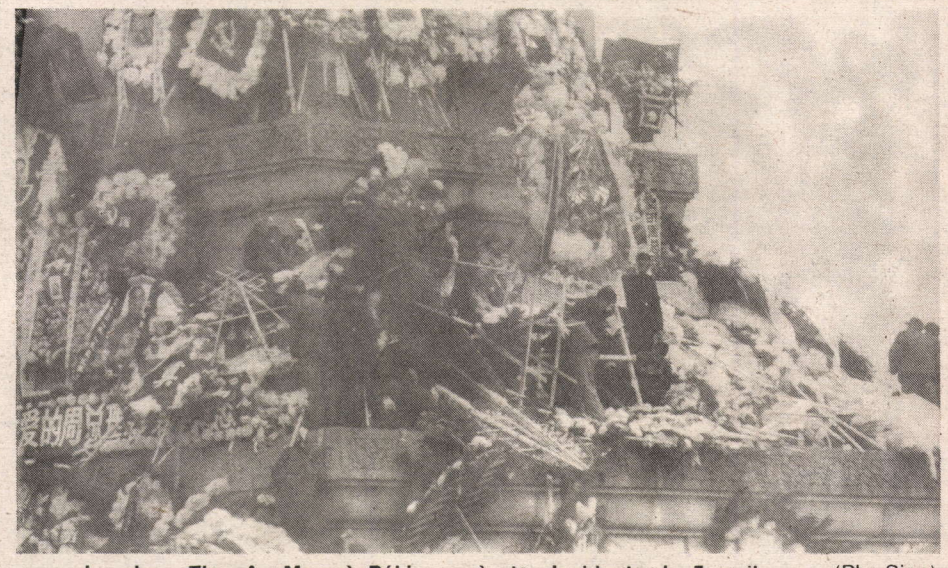
EXÉCUTIONS CAPITALES

L'information a été diffusée par l'agence AFP de Pékin : « Deux personnes coupables d'avoir participé aux émeutes du 5 avril sur la place Tien An Men, à Pékin, ont été fusillées dans la capitale chinoise à la fin du mois dernier. » **L'annonce de ces exécutions a été diffusée en province par voie d'affiches.**

C'est la première fois, du moins officiellement, que la peine de mort faisant suite à un « procès par les masses » est appliquée en Chine pour des motifs politiques. Cette mesure témoigne a posteriori de la profondeur des problèmes qui se posent au gouvernement chinois.

Dix ans après la remise au pas de la classe ouvrière et de la population chinoise par la prétendue Révolution Culturelle, les dirigeants chinois semblent avoir à nouveau bien du mal à unifier et à mobiliser la population autour de leur pouvoir.

D'autant que la crise de succession, ouverte du vivant même de Mao, ne peut qu'affaiblir leur autorité. L'adhésion populaire, si longtemps reconnue et magnifiée, avait dû en 1966 être « regénérée » par la contrainte de la Révolution Culturelle. La même nécessité aujourd'hui conduit les dirigeants chinois à recourir aux exécutions. Loin de s'atténuer, les conflits n'ont pu qu'empirer.



La place Tien An Men, à Pékin, après les incidents du 5 avril. (Ph. Sipa)

IL Y A DIX ANS :

LA RÉVOLUTION CULTURELLE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le 16 mai 1966, une circulaire du Parti Communiste Chinois affirmait : **« Le Parti tout entier doit suivre les instructions du camarade Mao Tse Toung, porter haut levé le drapeau de la Révolution Culturelle prolétarienne. (...) Il faut en même temps critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels ».**

Ce texte allait marquer les débuts de la Révolution Culturelle.

C'est à l'université de Pékin qu'apparaît le premier « dazibao » (journal mural) qui donne le signal de la mobilisation dans la jeunesse étudiante. Les dazibaos fleurissent alors dans les universités, les réunions se multiplient, les manifestations aussi, les cours cessent. Partie de Pékin, la mobilisation s'étend aux autres villes universitaires. Le 18 août a lieu le premier grand rassemblement des Gardes Rouges à Pékin et, à partir de septembre, encadrés par les Gardes Rouges, des millions de jeunes, étudiants et lycéens surtout, déferlent sur les grandes villes industrielles.

Dès le 8 août, le Comité central du Parti Communiste dans sa **Déclaration en 16 points** fixait les objectifs de cette Révolution Culturelle : **« La grande Révolution Culturelle prolétarienne a pour but la révolutionnarisation de la pensée de l'homme, afin que, dans tous les domaines du travail, on puisse obtenir des résultats meilleurs quant à la quantité, la rapidité, la qualité et l'économie. La grande Révolution Culturelle prolétarienne constitue une puissante force motrice dans le développement des forces productives de notre société ».**

Ce programme, que la jeunesse a pour mission de faire appliquer dans les villes industrielles, heurte de front les aspirations à mieux vivre de la classe ouvrière. Celle-ci s'est en effet développée depuis 1949, elle est plus nombreuse et commence à prendre lentement conscience de ses intérêts propres. La base des syndicats et les organisations locales du Parti dans les centres ouvriers sont sensibles à ces aspirations.

Dès l'automne 1966, ces aspirations se manifestent ouvertement. Début novembre, 2.000 ouvriers de Shanghai décidèrent de se rendre à Pékin, à l'imitation des étudiants, pour faire valoir leurs revendications et réclament comme eux d'être transportés gratuitement. Les autorités font arrêter le train et réussirent à convaincre les ouvriers de retourner au travail. Mais les délégations de travailleurs à la capitale se multiplient. Fin décembre-début janvier, une série de grèves à Shanghai paralyse les transports, le service des eaux et de l'électricité ; des usines s'arrêtent, le port lui-même est paralysé pendant plusieurs jours. Les travailleurs réclamaient des augmentations de salaires, des réductions d'horaires et des améliorations des conditions de travail. Un peu partout dans les centres industriels de tels mouvements eurent lieu. Dans de nombreux cas, les autorités locales cédèrent aux revendications.

Mais dès le début janvier 1967 une campagne de dénonciation est déclenchée contre les grèves et l'envoi de délégations dans d'autres villes. Les autorisations de voyage sont annulées. La campagne contre « l'économisme » est lancée. Les fonds des entreprises sont gelés et le versement d'augmentations de salaires interdit. Des mesures sont même prises pour récupérer les augmentations déjà perçues !

A partir de la fin janvier, l'armée est appelée à intervenir officiellement pour soutenir les groupes révolutionnaires qui luttent contre « l'économisme » et les « tendances capitalistes ». La triple alliance des groupes révolutionnaires, de l'armée et des cadres révolutionnaires est incitée à s'emparer partout du pouvoir. La lutte durera plusieurs mois à l'échelle du pays, plusieurs mois au cours desquels on assiste à une gigantesque épuration de cadres ; les syndicats disparaissent et les organisations locales du Parti sont pratiquement démantelées. Dans certaines villes des affrontement très violents ont lieu mais, peu à peu, les comités révolutionnaires appuyés par l'armée se mettent partout en place. Dans les campagnes la vague « d'économisme », c'est-à-dire de revendications, est elle aussi endiguée.

En septembre 1967 la presse officielle faisait état d'une « victoire décisive » remportée sur les « capitalistes », ne tarissait pas d'éloges sur l'armée, grâce à laquelle la Révolution Culturelle avait pu être menée à bien. A partir de ce moment la Révolution Culturelle entre dans sa phase d'apaisement : les résistances ont été brisées, il ne s'agit plus que de rééduquer les opposants, c'est-à-dire de parachever cette gigantesque mise en condition de la population.

Une fois la population ressoudée derrière lui, le régime va pouvoir la mettre plus intensément au travail et lui imposer des sacrifices importants. Tous les salaires sont baissés, parfois dans des proportions considérables. Les primes sont supprimées. **« Nous plaçons la politique au poste de commandement et nous éliminons la partie du salaire qui n'est pas justifiée ».** Dans le même temps, la production augmente. Dans son livre **De la Chine,** M.-A. Macciocchi, rapporte par exemple que **« de 1949 à 1966 on n'avait construit que deux navires de 10.000 tonneaux alors que de 1966 à 1970, on en a construit six du même tonnage, sans augmenter les équipements ni la main-d'œuvre ».** Des ouvriers de Tien-Tsin racontent comment ils ont mangé et dormi à pied d'œuvre pendant cinq mois pour construire rapidement une grue capable de décharger les bateaux. En 1970, les plans de production étaient partout dépassés et les exemples de cet effort intensif sont multiples.

C'est d'ailleurs toute la population qui a été mise au travail. Les vieillards ne font plus leur gymnastique traditionnelle dans les jardins publics **« à présent, ils font leur gymnastique en balayant la rue et en réglant la circulation avec de petits drapeaux rouges »** (Macciocchi). Dans les bureaux et les administrations, le personnel a été considérablement réduit, afin de dégager des bras pour la production.

Enfin, jour et nuit, **« des millions de personnes creusent des trous, éventrent des rues entières, pour y aménager des souterrains, des abris anti-aériens, des refuges destinés à la population, des bases pour la guérilla ».**

Ainsi, après la Révolution Culturelle, la Chine s'est transformée en un véritable camp retranché face à la menace de l'impérialisme américain, à une époque où la guerre du Vietnam faisait rage. Mais ce sursaut national s'est fait contre la classe ouvrière : elle a été de nouveau fondue de gré ou de force dans l'ensemble de la population par un régime qui veille à ce qu'elle ne prenne pas conscience de ses intérêts propres. Tel a été le rôle de la Révolution Culturelle, qui n'avait de prolétarien que le nom. Avec l'éloignement de la menace d'une intervention militaire de l'impérialisme et la reprise d'une vie plus normale, les mêmes aspirations de la part de la classe ouvrière risquent de se faire jour à nouveau. Et le régime sera alors amené à intervenir à nouveau contre la classe ouvrière.

Dominique CHABLIS.

Etudiants mobilisés acclamant Mao lors de la Révolution Culturelle : des centaines de milliers de jeunes étudiants mobilisés pour remettre au pas la population. (Ph. U.P.I.)

Giscard aux États-Unis

L'AVEUGLE ET LE PARALYTIQUE

Entre un président américain, dont le prestige est visiblement en baisse, et un président français qui représente un pays pas très bien coté, si l'on en croit les sondages faits aux Etats-Unis, et qui se permet en plus de profiter d'une invitation pour jouer les agents publicitaires de l'avion Concorde, **entre ces deux hommes-là, il doit sûrement y avoir des affinités. Pas seulement parce qu'ils sont tous deux les représentants de puissances impérialistes et qu'ils défendent des intérêts communs.**

Mais aussi parce qu'ils ont tous deux en ce moment quelques problèmes d'ordre électoral.

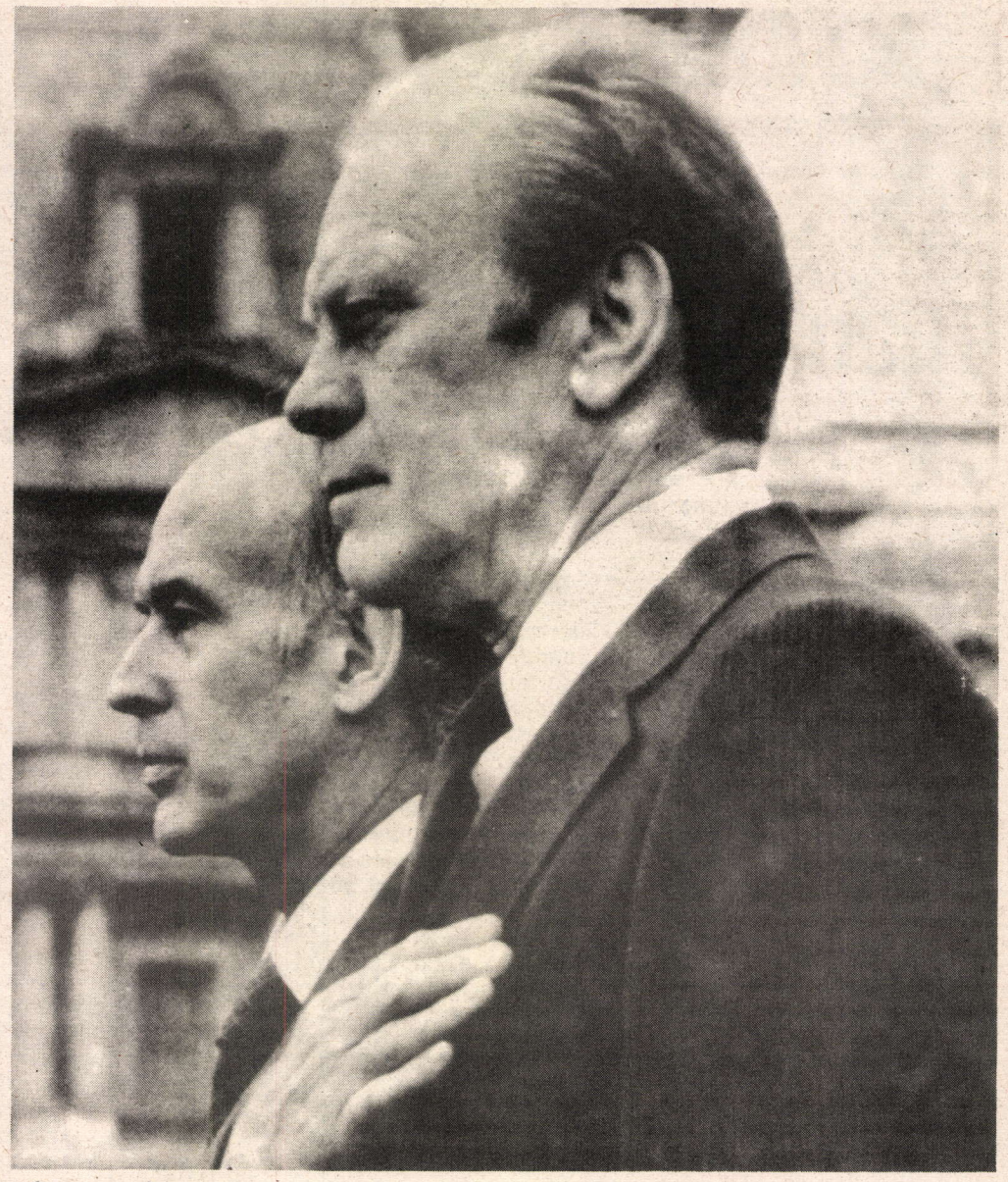
Et les succès de Ford dans le Michigan et le Maryland sont tombés à point nommé pour les réconforter tous deux et pas seulement pour leur permettre de terminer dans l'euphorie le repas offert à l'ambassade de France ce mardi 18 mai.

Pour Ford, il n'était que temps que s'arrête la série des déconfitures électorales et que lui soit au moins épargné un échec dans l'Etat même dont il avait été pendant plus de vingt-cinq ans représentant au Parlement.

Et pour Giscard aussi, le succès de son hôte a eu son petit intérêt, car le fait d'être reçu et de recevoir le soutien d'un chef d'Etat en pleine perte de vitesse n'avait rien de reluisant.

Bref, de quoi se réjouir ensemble entre compères : les affaires actuelles de l'un n'étant qu'une évocation de celles, un peu plus lointaines, du second.

H.D.



Les deux compères. (Ph. UPI)

Washington nous voici

Bien que Giscard adopte le style « gaullien » en prononçant ses discours en américain, sur le plan du contenu il a, en revanche, ostensiblement affirmé une attitude « atlantiste » d'un ton un peu nouveau. Il a déclaré que la France **« continuera de contribuer à l'efficacité de l'Alliance atlantique »**, que la détente doit être assortie de vigilance et d'un important effort de défense : toutes choses agréables à entendre pour ses interlocuteurs. Venu pour recevoir le soutien des Etats-Unis, il ne pouvait que tenir des propos qui plaisent.

Sur le fond des relations franco-américaines, ces déclarations ne changeront pas grand-chose. Les capitalistes et l'Etat français continueront comme par le passé à tenter de jouer leur jeu dans la compétition commerciale internationale, en particulier dans le domaine de la vente d'armements, ce qui continuera à déplaire à leurs homologues et néanmoins concurrents américains. Ce qui diffère, ce ne sont pas quelques déclarations diplomatiques, c'est que la crise économique leur laisse et leur laissera de moins en moins de marge de manœuvre à ce niveau-là.

Et les propos pro-américains de Giscard sont de toute façon plus conformes à la réalité de subordination économique dans laquelle se trouve la France, par rapport à l'impérialisme américain, que les prétentions à l' « indépendance » affichées pendant toute une période par les dirigeants français.

Christiane LE GUERN

Namibie

DEUX MILITANTS DE LA SWAPO CONDAMNÉS A MORT

L'Afrique du Sud vient de condamner à la pendaison deux militants de la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) qui se battent pour obtenir l'indépendance de leur pays, la Namibie.

La République d'Afrique du Sud en effet occupe cette ancienne colonie allemande depuis 1919, date à laquelle la Société des Nations lui en donna l'administration. En 1966, sous la pression des pays afro-asiatiques, les Nations Unies retirèrent leur mandat à l'Afrique du Sud et prirent la Namibie sous leur autorité administrative, en vue, dirent-elles, de favoriser l'accession à l'indépendance. L'Afrique du Sud refusa de reconnaître la juridiction des Nations Unies — ces dernières se contentant de protestations platoniques.

Lorsqu'il a pris le contrôle de la Namibie, le gouvernement de Pretoria a installé l'Apartheid, contrôlé directement la zone diamantifère, donné 44 % de la superficie des terres, les plus riches, aux Blancs, déplacé des populations noires, les regroupant dans onze parcelles distinctes. Il a réprimé sauvagement la grève nationale de 1971, pourchassé et condamné à mort tous les opposants, mais n'a pas réussi à empêcher le développement d'une guérilla dirigée par la SWAPO.

Aujourd'hui, comme dans le passé, il condamne à mort et emprisonne les militants. Mais il ne parvient apparemment qu'à renforcer la SWAPO qui déclare que *« pour nous anéantir, c'est le peuple namibien tout entier qu'il faut mettre sous les verrous. Pour chaque militant emprisonné, il y en a dix autres qui se lèvent »*.

Pretoria, qui a refusé il y a dix ans d'admettre l'indépendance, même fictive, de la Namibie, ne peut aujourd'hui l'admettre sous la contrainte d'un mouvement nationaliste noir sans risques de renforcer l'opposition en Afrique du Sud même. Enfermés dans leurs contradictions, les racistes de Pretoria s'enferment donc dans une politique de répression. Mais celle-ci est elle-même sans issue.

Irène BROSSARD.

Sauvons la vie du camarade E. Enriquez

Communiqué du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) du Chili (extraits)

Le 10 avril 1976 le camarade E. Enriquez, membre de la commission politique de notre parti et dirigeant de la résistance du peuple chilien, a été arrêté à Buenos-Aires par les forces de sécurité du gouvernement militaire argentin, que préside le général Videla.

Le 17 avril, le camarade Edgardo Enriquez a été vu à Buenos-Aires, dans un local des forces de sécurité argentines, ainsi que la camarade Regina Marcondes, Brésilienne, qui était détenue avec lui. Cette nouvelle est parvenue à des dizaines d'organisations internationales qui interviennent pour leur sauver la vie. Puis ils sont considérés disparus à partir du 25 avril.

On vient cependant d'apprendre de sources dignes de foi, à Santiago, que le 27 avril notre camarade Edgardo Enriquez aurait été livré à Pinochet, entre les mains de la DINA, la gestapo chilienne. Il serait dans un nouveau centre de torture de la DINA, dans la localité de Monte Maravilla, à une centaine de kilomètres de Santiago du Chili.

Le ministre argentin des Affaires étrangères s'était engagé auprès des institutions internationales de défense des prisonniers et réfugiés politiques à ne pas livrer Edgardo Enriquez à la junte militaire chilienne. Si la violation de ces engagements se confirmait, les mensonges du gouvernement argentin et sa complète soumission aux exigences de Pinochet rappelleraient à quel point les forces répressives du cône sud sont prêtes à tout pour éliminer ceux qui résistent à la dictature.

Le mouvement de la gauche révolutionnaire — MIR — appelle tous les démocrates, les institutions de défense des droits de l'homme, les dirigeants politiques et les travailleurs du monde entier, à intervenir avec beaucoup de force auprès du gouvernement argentin.

Empêchons un nouveau crime des gorilles latino-américains

Redoublons la campagne pour sauver la vie du camarade Edgardo Enriquez !

Comité extérieur du mouvement de la gauche révolutionnaire — MIR — Paris, le 14 mai 1976.

Sauver Mario Munoz !

Le Comité pour sauver la vie de Mario Munoz poursuit ses activités et envoie des informations qui dressent en même temps un tableau de la répression en Argentine. Il rappelle que :

« Sont également victimes de cette persécution (de la junte militaire) *des combattants d'autres pays actuellement en Argentine, et en particulier des réfugiés politiques chiliens qui sont rendus à la junte militaire chilienne ou fusillés sur place sans la moindre procédure légale.*

Mario Munoz Salas, dirigeant ouvrier révolutionnaire chilien, est l'un de ces condamnés à mort. (...)

Pour sauver sa vie, celle de sa famille et celle de ses camarades, notre comité demande :

1°) *De développer des actions massives en vue de faire sortir d'Argentine le camarade Munoz, sa femme et ses enfants, afin d'obtenir leur venue en France.*

2°) *De faire des démarches auprès du ministère des Affaires étrangères afin d'obtenir du gouvernement français des visas pour nos camarades.*

Comité pour sauver Mario Munoz. »

Adresser toute correspondance à :

Maison de la Promotion Sociale - Comité pour sauver Mario Munoz - Madame Charlotte Bariol, secrétaire de direction, Domaine Universitaire, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

Liban

La gauche dans l'impasse

La guerre civile s'est de nouveau aggravée au Liban. Les affrontements entre les milices de la gauche et celles de la droite phalangiste ont fait des centaines de nouvelles victimes.

Actuellement, un des principaux points de désaccord entre les deux parties demeure la présence des troupes d'obédience syrienne au Liban. Cette présence est réclamée par les forces conservatrices et dénoncée par la gauche. Et il semble bien qu'une des raisons qui a conduit les Phalangistes à accentuer leurs actions militaires réside dans leur volonté de faire pression sur la Syrie afin que, contre la volonté de la gauche, elle se maintienne au Liban.

Mais la position du gouvernement de Damas est devenue aujourd'hui délicate. En s'aliénant par son intervention militaire la sympathie que pouvaient lui porter la gauche et toute une partie de la Résistance palestinienne, la Syrie peut plus difficilement jouer son rôle de prétendu médiateur, c'est-à-dire de garant de l'ordre établi, sans s'affronter de plus en plus ouvertement et durement aux milices de la gauche.

Alors accourant à la rescousse de la Syrie, le Premier ministre lybien, le commandant Jalloud, s'est rendu à Beyrouth. Et, usant de l'image non encore ternie du gouvernement Kadhafi, il tente de toute évidence de jouer les entremetteurs, usant de son influence pour tenter de rétablir le dialogue entre la Syrie et la gauche.

Dans la situation actuelle, parce qu'elle ne lutte pas pour le pouvoir, parce que toute sa politique consiste à obtenir une rééquilibration du gouvernement et des sinécures, à son avantage, la gauche libanaise se trouve donc dans une impasse politique totale.

Et ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation au Liban que de voir des milliers d'hommes et de femmes suivre les armes à la main, avec détermination et courage, une direction qui n'est pas la leur, qui ne représente aucun de leurs espoirs et de leurs intérêts.

Pourtant une telle combativité serait grosse de promesses pour l'avenir si les travailleurs, si les masses pauvres, les opprimés du Liban dégageaient leur propre politique, indépendamment des Kamal Joumblatt et autres politiciens bourgeois de la gauche. Ce n'est pas seulement le Liban mais tout le Moyen-Orient qui souffre d'une oppression de classe féroce, impitoyable. La révolution socialiste ne coûterait pas plus cher que cette guerre larvée qui a déjà fait des milliers de victimes et qui ne débouche sur aucun espoir.

Georges LATTIER.

Des maisons éventrées, des rues dévastées : la ville libanaise Tripoli après un affrontement entre la Phalange et les forces « islamo-progressistes ». (Ph. U.P.I.)

IRAN : le chah assassine

« Seize révolutionnaires iraniens ont été assassinés par le régime fasciste du chah.

Fatemeh Amini et Rezai, sœurs des trois martyrs Rezai (Ahmed Rezai, Reza Rezai, Medhi Rezai), membres de l'Organisation des combattants du peuple, avaient été arrêtées il y a quelque temps et torturées par la SAVAK. La semaine dernière, elles ont été assassinées sous la torture.

D'autre part, deux autres révolutionnaires, Garsivaz Boroumand et Khosro Safai (anciens membres de la Confédération mondiale des étudiants iraniens - CISNU) ont été tués dans un accrochage avec la police.

Le 16 mai 1976, douze autres patriotes iraniens ont été assassinés. A Téhéran, lors de trois opérations dans divers quartiers, la police a cerné la retraite des révolutionnaires et, au cours de l'affrontement qui a eu lieu avec la police, onze révolutionnaires ont été abattus.

Il y a trois jours, un autre révolutionnaire a été assassiné à Meched. (...)

Le chah, pour sauvegarder les intérêts des impérialistes et des classes réactionnaires iraniennes, n'a d'autre recours que la prison, la torture et les fusillades.

D'après les sources officielles du régime, depuis janvier 1976, soixante et un patriotes iraniens ont été assassinés (les assassinats sous la torture et les disparitions qui n'ont pas été révélés sont exclus).

L'Union des Etudiants Iraniens en France (UEIF) proteste vivement contre ces assassinats et souhaite avoir l'appui de l'opinion publique française ».

Lutte Ouvrière s'associe pleinement à cette protestation et à cette dénonciation de la politique répressive du chah.

OMAN : une lutte d'émancipation nationale

Le Comité de soutien de la révolution en Oman nous communique le texte d'un appel suivi d'une pétition qu'il demande de renvoyer avant le 7 juin à la boîte postale n° 20, 75661 Paris Cédex 14, CCP 213150.

Nous en extrayons les passages suivants :

« Appel :

Depuis le 9 juin 1965, le peuple d'Oman combat les armes à la main pour libérer son pays du régime esclavagiste, d'une dynastie de sultans corrompus qui sert depuis le XIX° siècle de paravent à la domination coloniale britannique (...).

Une coalition gigantesque s'est constituée pour tenter d'écraser la révolution omanaise. Elle comprend :

— L'impérialisme britannique, qui finance son engagement militaire avec les richesses minérales d'Oman — principalement pétrolières. Le commandant en chef nommé par Londres à la tête d'une armée de mercenaires, l'armée du sultan a sous ses ordres plus de 1.500 soldats et officiers britanniques.

— Le régime expansionniste du chah qui a été appelé en 1973 à la rescousse des Britanniques en difficulté. Un contingent expéditionnaire iranien dont l'effectif peut être estimé à plus de 20.000 soldats quadrille actuellement l'Oman et constitue, au Dhofar, le fer de lance des offensives menées contre les zones libérées.

— La Jordanie de Hussein, qui a envoyé un corps expéditionnaire combattant (...).

— Le Pakistan, qui fournit chaque année plusieurs centaines de mercenaires pour constituer des unités spéciales. C'est aussi parmi les mercenaires balouches pakistanais que sont recrutés la plupart des sous-officiers « omanais » du sultan.

— De nombreux pilotes, « vétérans » et autres experts en pacification, recrutés à grand renfort de placards publicitaires d'Australie aux Etats-Unis en passant par l'Afrique du Sud. (...)

A Oman, face aux combattants du Front de Libération, plus d'un soldat sur deux est un étranger. Les bases britanniques et iraniennes parsèment le pays. Des intérêts étrangers contrôlent le pétrole, les banques, les investissements, le commerce extérieur. Les conseillers étrangers du sultan agissent comme des ministres. Ils sont Britanniques, Australiens, étrangers. Les diplomates sont Egyptiens, Tunisiens ou Libanais.

En fait, le sultanat d'Oman n'est pas un Etat indépendant. C'est une base militaire impérialiste dans la région des grands intérêts pétroliers. »

Cisjordanie

La répression s'amplifie

Dimanche 15 mai à Naplouse, lors de la dispersion d'une manifestation, une jeune Arabe de 17 ans a été tuée par la troupe israélienne, au moment où elle cherchait refuge dans l'escalier d'un immeuble. Le lendemain, à Ramallah, des soldats israéliens, pris à partie par la foule, ont tiré une rafale de mitraillette, tuant un jeune étudiant arabe.

Cet accroissement de la répression (douze victimes depuis mars) a suscité la colère dans toute la Cisjordanie. Les enterrements des deux victimes ont été l'occasion de manifestations regroupant plusieurs milliers de personnes.

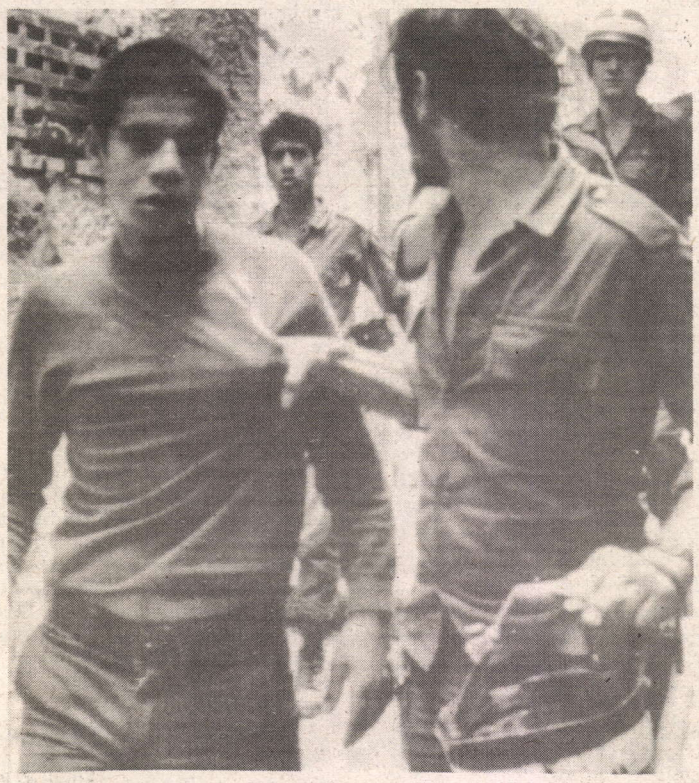
Les autorités israéliennes ont instauré un couvre-feu à Ramallah et décidé l'ouverture d'enquêtes pour déterminer les causes de ce qu'elles appellent des « accidents ».

Mais la cause en est toute trouvée : c'est la politique du gouvernement israélien qui veut exproprier 650 hectares de terres occupées par des Arabes et qui cherche, par la force, à imposer sa loi à un peuple qui la refuse.

Au moment même où sévit cette nouvelle vague de répression, Shimon Pérès, ministre de la Défense, vient encore de déclarer que « **Israël a décidé de créer une seconde ligne de points de peuplement stratégique en Cisjordanie** ». Autrement dit, de nouvelles terres seront expropriées en Palestine.

Les troupes d'occupation israéliennes et la répression ne peuvent que renforcer la détermination de ce peuple à lutter contre un régime de plus en plus odieux.

L.S.



L'arrestation d'un manifestant palestinien par des soldats israéliens dans les rues de Jérusalem. La politique de répression israélienne ne met pas fin à la résistance de la population de Cisjordanie, elle la renforce. (Ph. U.P.I.)

PORTUGAL

Le Parti Communiste contraint de présenter son candidat

Les discussions, les retournements et les coups de théâtre qui marquent la préparation de l'élection présidentielle au Portugal sont bien caractéristiques de la situation politique et de la prudence avec laquelle tous les partis abordent la mise en place des institutions parlementaires.

Le Portugal, qui s'est doté d'une Constitution, a désormais une Assemblée de la République et attend pour compléter l'édifice parlementaire un président de la République auquel la Constitution prévoit de donner de grands pouvoirs. Formellement donc, après deux années de gouvernement provisoire placé sous la houlette des militaires, les institutions civiles prévues devraient normalement fonctionner.

En réalité, tous les partis, y compris le Parti Socialiste, sont d'accord pour admettre que le nouveau régime ne peut se passer de la tutelle et de la poigne des militaires.

La candidature du général Eanes est à cet égard significative. Eanes a été membre du « groupe des neuf », c'est-à-dire des officiers dits modérés ou pro-socialistes qui, dans l'été 1975, sous la conduite du major Melo Antunes, ont mené l'attaque contre Vasco Gonçalvès et le Parti Communiste ; mais il est aussi, depuis le 25 novembre 1975, l'homme de la reprise en main de l'armée. A ce titre, il a le soutien officiel du Parti Socialiste et des deux grands partis de droite, le PPD (Parti Populaire Démocratique) et le CDS (Centre Démocratique et Social). Il a failli avoir celui du Parti Communiste qui, pendant des semaines, a affirmé sa préférence pour le soutien à la candidature d'un militaire.

Mais une des contradictions de la situation portugaise est justement que ce pouvoir, qui s'appuie politiquement et officiellement sur les militaires, tient à offrir des apparences démocratiques et à se parer des ornements parlementaires.

De ce point de vue, la candidature Eanes, qui pouvait faire l'unanimité des partis et des militaires, avait l'inconvénient de tirer l'élection démocratique vers le plébiscite. Aussi d'autres candidatures militaires ont-elles été avancées. C'est bien pour maintenir des apparences de démocratie que l'amiral Pinheiro de Azevedo s'est mis sur les rangs. Il a précisé qu'il se retirerait d'ailleurs si Mario Soares se présentait contre Eanes !

Dans ces circonstances, le Parti Communiste Portugais se trouvait dans une position bien difficile : se rallier à un candidat unique, pour ne pas se couper des autres partis et surtout du Parti Socialiste, c'était une chose ; mais devoir choisir entre Eanes, l'homme du 25 novembre, et Azevedo, qui fait figure d'anticommuniste, c'en était une autre. D'autant qu'à l'extrême-gauche, des maoïstes militaient en faveur d'une candidature Otelo de Carvalho, et les trotskystes de la LCI et du PRT ont annoncé la candidature conditionnelle d'une ex-responsable du PCP. Une partie de la base du PCP n'aurait pas compris que le PCP appelle à voter pour des militaires qui lui sont plus ou moins ouvertement hostiles et aurait pu voter en faveur des candidats présentés par l'extrême-gauche.

Aussi le PCP s'est finalement décidé à présenter son propre candidat, un civil, Octavo Poto, membre de la direction du PCP et vieux militant du temps de la clandestinité.

Reste à savoir si ce choix n'est qu'une politique circonstancielle destinée à limiter les dégâts dans le cadre de l'élection présidentielle, ou bien s'il s'agit d'un tournant politique annonçant que le PCP passe dans l'opposition. Cette dernière hypothèse contredirait toutes les déclarations faites jusqu'ici par Cunhal, qui a fait porter l'essentiel de sa politique sur la revendication d'une alliance avec le PS.

Elle est d'autant moins vraisemblable que Cunhal a tenu à préciser, en annonçant la candidature de Poto, que le PCP « pourrait apporter son soutien au militaire qui serait éventuellement élu ».

Pour avoir joué et perdu la carte Gonçalves et Carvalho, le Parti Communiste Portugais, sauf en cas d'aggravation catastrophique de la crise économique au Portugal risque pourtant d'être tenu à l'écart pendant des années des combinaisons gouvernementales.

Colette BERNARD.

Eanes, candidat d'une partie de la droite mais aussi du Parti Socialiste. Celui-ci demande à la classe ouvrière de plébisciter un militaire qui était à la tête de la répression contre les parachutistes de Tancos et du rétablissement de l'ordre dans l'armée. (Ph. Norma)

ESPAGNE

Vers un nouvel isolement du Parti Communiste ?

Six mois après la mort de Franco, l'équipe gouvernementale en place en Espagne semble, malgré des dissensions en son propre sein, reprendre l'initiative face à l'opposition.

Le voyage sans incidents de Juan Carlos aux Asturies, dans un pays où existe une tradition de lutte contre le franquisme, l'interdiction de la manifestation prévue le 20 mai par la droite franquiste, l'annonce d'un projet de référendum, dans six mois, sur la mise en place de nouvelles institutions, montrent que le gouvernement entend continuer une politique d'assouplissement lent et modéré du régime. Un processus qu'il entend contrôler comme le prouvent les mesures répressives qui se sont multipliées !

Quand, il y a deux mois, les différents groupements et partis de l'opposition, de la Démocratie Chrétienne au Parti Communiste, ont décidé de constituer la Coordination Démocratique, ils pensaient faire pression sur les hommes politiques libéraux du gouvernement et de l'appareil d'Etat.

L'existence alors de forts mouvements de grève et de vastes manifestations permit à l'opposition d'exercer une pression et, en tout cas, lui donna un moment l'initiative. Mais aujourd'hui, face à un gouvernement qui semble reprendre les choses en main, l'opposition unie voit s'effacer ses perspectives. Et elle risque bien d'éclater, chacun reprenant son indépendance pour tenter de traiter directement avec le pouvoir. C'est ainsi qu'on a vu, ces deux dernières semaines, les groupes de la Démocratie Chrétienne reçus par Juan Carlos et deux rencontres de Juan Carlos avec le dirigeant du Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne d'une part, et avec le dirigeant de l'autre parti socialiste, le Parti Socialiste Populaire, d'autre part.

Le Parti Communiste Espagnol serait bien sûr le grand perdant d'une telle évolution. L'attitude des autres forces de l'opposition avait un temps rompu son isolement politique. Mais aujourd'hui le PCE risque fort de se retrouver à nouveau seul.

Mais ce qui est grave, c'est que le PCE, par sa politique, conduit les luttes ouvrières dans l'impasse.

Pour être accepté par les autres partis de l'opposition, le Parti Communiste a renoncé aux objectifs qu'il mettait en avant au moment de la mort de Franco. Il n'a plus été question d'obtenir de fait l'amnistie de milliers de prisonniers politiques, plus question d'imposer dans la pratique les droits démocratiques élémentaires. Il n'a plus été question non plus de mettre en avant un programme pour la classe ouvrière. Ni, bien sûr, de mettre en garde la classe ouvrière contre ces autres forces de l'opposition prêtes à se tourner contre elles.

Alors, quelle que soit la situation politique demain en Espagne, et même si de nouveaux événements redonnent un temps des perspectives à l'opposition unie, il est capital que la classe ouvrière espagnole tire les conclusions de ces six mois d'après-franquisme : elle ne peut compter ni sur le Parti Socialiste, ni sur le Parti Communiste.

Henriette MAUTHEY.

ITALIE

Le PCI à la pointe de la lutte... contre l'absentéisme dans les usines

« L'Italie a besoin d'une nouvelle direction politique et morale, fondée sur une entente entre toutes les forces démocratiques et populaires ». C'est par cet appel à l'union nationale que le Parti Communiste Italien entame son programme électoral.

Voici donc la dernière forme que revêt la politique du « compromis historique ».

Quand le PCI avait lancé cette stratégie du compromis historique, c'est-à-dire d'un gouvernement d'alliance avec la Démocratie Chrétienne, il l'avait justifiée par la nécessité de parvenir à gagner une majorité aux élections, pour opérer le passage au socialisme.

Mais maintenant, le Parti Communiste Italien n'éprouve même plus le besoin de ce genre de justification. C'est sans fard qu'il mène campagne pour un gouvernement d'union nationale limité dans le temps, de tous les partis disposés à travailler à une **« claire et rigoureuse œuvre d'assainissement et de renouvellement ».** De passage au socialisme, le Parti Communiste Italien n'en parle même plus ; ce n'est plus au programme. Face à la crise économique et à ses répercussions catastrophiques en Italie, le PCI se pose simplement en candidat au gouvernement prêt à gérer cette crise et définit trois objectifs : **« Une économie saine, un Etat démocratique efficace et une société ordonnée qui fonctionne ».**

Et comme mesure d'assainissement économique, le PCI propose, entre autres solutions, la lutte contre l'absentéisme dans les entreprises ! Le voilà, le visage sans fard du compromis historique !

Cécile BERNIER.

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

Le point sur le quotidien "Rouge"

Dans le numéro du 15-16 mai, paru sur 16 pages, les camarades de **Rouge** tirent un premier bilan au bout de cinquante numéros du quotidien. Trois pages y sont consacrées, intitulées « **Lecteurs si vous saviez... et pourtant il tourne** ».

Le bilan fait surtout état des difficultés et des problèmes que rencontre la réalisation quotidienne de **Rouge,** sous le titre éloquent « **Ça grince et ça coince** ».

Un premier bilan au bout de cinquante numéros, c'est d'abord une impression, partagée par l'ensemble de l'équipe qui fait le journal : la machine n'est pas encore rodée, ça grince et souvent ça coince.

Les critiques qui reviennent le plus régulièrement dans le courrier, nous nous les adressons nous-mêmes. La principale sur le fond : le journal manque de charpente politique, on n'y trouve pas suffisamment une démarche méthodique, l'expression quotidienne d'une orientation, point n'est besoin d'articles longs et pesants, mais d'abord d'une attention soutenue, d'une vigilance de tous les instants (...)

Plus généralement, nous avons mis en place l'ébauche d'une formule. Nous voulions un journal de confrontation et de débats. Malgré les réticences des uns ou des autres, les colonnes s'ouvrent, les tribunes, les prises de parole se multiplient, les structures de lutte voient leurs positions reproduites. C'est encore insuffisant. Il manque la discussion, les tables rondes, les polémiques. Il manque les petites informations quotidiennes sur la vie et les activités de l'extrême-gauche. Il manque une chronique sur l'existence et l'intervention des groupes dans les villes de province.

Nous voulions aussi un journal qui s'émancipe de l'actualité quotidienne telle qu'elle est modelée par les grands moyens d'information, un journal qui fasse des choix et, dans certains domaines crée sa propre actualité. Nous souhaiterions, par exemple, consacrer plus de place aux correspondants de lutte dans la rubrique sociale. Réserver une page quotidienne à l'armée (problèmes d'orientation, vie des comités). Nous souhaiterions même sur plusieurs mois une page quotidienne à l'Italie ou à l'Espagne, même lorsque l'actualité officielle, celle des discours et des conférences de presse, est creuse : afin de familiariser le lecteur avec un pays, ses problèmes, la vie concrète du mouvement ouvrier, des groupes révolutionnaires, le type de militantisme.

Le principal problème, pour équilibrer le journal d'un point de vue financier, reste bien entendu celui des ventes. **Rouge** adresse un appel à ses lecteurs, pour qu'ils achètent leur journal tous les jours et pour qu'ils lui amènent de nouveaux lecteurs. En ce qui concerne Paris-surface, c'est-à-dire les ventes à Paris et dans la proche banlieue, mais sans celles des métros et des gares, voici les chiffres publiés par **Rouge,** tels qu'ils avaient été fournis par les NMPP :

VENTE QUOTIDIENNE MOYENNE PAR SEMAINE

du 15-3 au 20-3	**4754**
du 22-3 au 27-3	**2780**
du 29-3 au 3-4	**2338**
du 5-4 au 10-4	**3229**
du 12-4 au 17-4	**3740**
du 20-4 au 24-4	**3222**
du 26-4 au 30-4	**3458**
du 3-5 au 8-5	**3265**

Ce qui fait, pour la période du 15 mars au 8 mai, une vente quotidienne moyenne de 3348 exemplaires.

Depuis, les NMPP ont pu fournir à **Rouge** des indications sur ses chiffres de vente totale, du moins pour les premiers numéros, ceux du mois de mars. D'après les NMPP, les ventes totales au cours des dix premiers jours de parution du quotidien se situeraient entre 10.000 et 23.000 exemplaires par numéro. C'est encore bien vague, mais les NMPP sont incapables pour le moment de donner des chiffres plus précis. Les camarades de **Rouge,** sur la base de ces estimations, pensent que les ventes réelles pendant cette période doivent être d'environ 12.000 exemplaires par numéro (auxquels ils ajoutent 800 abonnements).

Les problèmes financiers de **Rouge** ont été aggravés, bien entendu, par le retard de deux mois et demi du départ : prévu pour le 5 janvier, le quotidien n'est sorti que le 15 mars. L'argent récolté par la souscription pouvait suffire au 5 janvier, il n'en était plus de même avec le retard. C'est pourquoi **Rouge** lance un nouvel appel financier : il a besoin de 12 millions d'anciens francs le 15 juin. Pourtant les camarades de **Rouge** sont optimistes :

CONCLUSION DES CONCLUSIONS

Quand on sait qu'en dix mois, Rouge quotidien a été tellement désiré qu'il a recueilli 236.000.000 AF, on se dit que c'est pas 12 malheureux millions anciens qui vont enrouer l'organe de la Révolution socialiste.

Ainsi, malgré ces inévitables difficultés, leur objectif pour « **l'automne ou le début de 1977** » est de paraître sur 16 pages, ou alors 8 pages grand format style **France-Soir,** à condition d'avoir au préalable assaini la situation financière et rodé le fonctionnement. Pour ce qui est de la parution au mois d'août — sur 8 pages — la décision doit être prise ces jours-ci.

En fin de compte, l'essentiel, c'est le contenu du journal. La meilleure campagne publicitaire ne pèse pas lourd si le journal ne répond pas aux aspirations de ses lecteurs potentiels. Dans cette bataille contre le temps — il faut que très vite Rouge augmente sensiblement le nombre de ses lecteurs — l'un de nos atouts majeurs sera notre capacité à améliorer la rédaction, le choix des sujets, notre analyse de l'actualité.

La retouche d'un film négatif. (Ph. Didier Maillac - ADJA)

lu avec intérêt... lu avec

Libération
Mardi 3 février 1976
N° 647

Un supplément "Marseille"

Libération du lundi 17 mai annonce la parution d'un supplément quotidien de **Libé** à **Marseille** pendant une semaine. Il s'agit d'une expérience qui devrait être reprise ailleurs, après les vacances d'été. Voici comment **Libération** présente cette tentative à ses lecteurs :

Samedi 22 mai, Libération **aura trois ans.**

Pour cette occasion, nous avons voulu rompre avec le centralisme de l'information qui, faute de moyens, marque toujours l'entreprise Libération.

A partir de jeudi et jusqu'au mercredi 26 mai, Libération **fera paraître dans l'ensemble de ses éditions un supplément quotidien marseillais, le premier d'une série qui se poursuivra à l'automne prochain. Pendant une semaine, l'actualité sera aussi marseillaise. Une équipe de** Libération **est à pied d'œuvre. La librairie Lire l'a accueillie (16, rue Sainte, à Marseille, tél. 33-16-11).**

Pourquoi Marseille ? Depuis trois ans, Libération **est à Marseille. Faute de place, faute de forces, il n'a souvent pas été possible de refléter des événements importants, qui sont restés masqués par le manque de place au niveau national. Notre objectif aujourd'hui est de déterrer cette réalité. Lui rendre sa valeur d'actualité.**

C'est aussi un effort pour mieux enraciner Libération **dans les régions, pour en faire l'instrument, à Marseille comme à Paris et au même titre, au service d'une information totalement libre, financièrement et politiquement.**

LUTTE DE CLASSE

Au sommaire du numéro 37 :

— **ITALIE : LE PARTI COMMUNISTE AU GOUVERNEMENT ?**

— **LE PORTUGAL AVANT LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES.**

— **FRANCE : LES REVOLUTIONNAIRES ET LE PROBLEME DE L'UNITE, HUIT ANS APRES MAI 68.**

— **LE PROBLEME DE LA CONSTRUCTION DE LA IV° INTERNATIONALE : UN ECHANGE DE CORRESPONDANCE AVEC LE SECRETARIAT UNIFIE.**

dossier
LE SPORT

le sport, l'argent et le chauvinisme

De l'éducation de la bourgeoisie... aux affaires

C'est au XIX[e] siècle qu'ont été inventées et mises au point, pour la plupart, les règles des différentes disciplines et des différents jeux.

En fait, le sport moderne est né avec le capitalisme, c'est-à-dire avec la société industrielle moderne, qui concentre l'essentiel de la population dans les villes, lui impose un travail et une vie quotidienne totalement coupés de contacts avec la nature.

Et cela est vrai pour la bourgeoisie comme pour le prolétariat, même si c'est à un degré moindre pour la première. Aussi le sport a répondu à un besoin qui se manifestait dans la jeunesse, et d'abord dans la jeunesse scolaire et universitaire, besoin de faire des exercices physiques, de jouer, de lutter, d'avoir un contact physique avec la nature mais aussi avec les autres hommes. Mais, bien sûr, ce besoin a été réalisé et a été utilisé différemment suivant les classes sociales et aussi les problèmes politiques de la bourgeoisie.

En Grande-Bretagne, le vrai pays de naissance du sport (y compris du mot), celui-ci fut au départ une activité destinée à former physiquement et moralement la future élite bourgeoise de la nation. C'est dans les collèges aux noms célèbres, Rugby, Oxford, Cambridge, où les fils de l'aristocratie et de la bourgeoisie montante se mêlaient pour former une seule et même classe dominante, celle des capitalistes, que furent inventés ces jeux comme le rugby et le football, qui allaient connaître un énorme succès à travers le monde.

En Allemagne, l'éducation physique a été remise en honneur par Friedrich Ludwig Jahn, un nationaliste farouche, ulcéré par la défaite de la Prusse devant Napoléon. Il s'agissait pour lui de fortifier la jeunesse au moyen d'exercices physiques, dans le but d'en faire de bons soldats. De même en Tchécoslovaquie, alors sous domination autrichienne, les nationalistes introduisirent et développèrent le sport, créèrent un grand mouvement populaire de sociétés sportives à travers tout le pays, les Sokols, afin de préparer une génération capable de libérer le pays.

En France, l'éducation physique donnée dans les collèges au XIX[e] siècle (sans grand succès d'ailleurs, semble-t-il) visait explicitement à former des soldats. Mais c'est sous l'influence et à l'exemple de la Grande-Bretagne que le sport se répandit à la fin du XIX[e] siècle dans les milieux universitaires.

A l'époque, la France, pays qui reste beaucoup moins industrialisé et beaucoup plus paysan que l'Angleterre ou l'Allemagne, ne comptait pas beaucoup de sportifs. C'est un Français, pourtant, qui devint le théoricien sportif le plus célèbre : Pierre de Coubertin, le fondateur des Jeux Olympiques modernes.

Pour lui, le sport était l'une des pièces de l'éducation. Il repoussait d'ailleurs aussi bien le profesionnalisme que le sport spectacle. Mais cette éducation reposait sur un idéal très réactionnaire.

Elle visait à créer une élite : **« La seconde caractéristique de l'olympisme, c'est le fait d'être une aristocratie, une élite »**. Il ajoutait d'ailleurs, pour faire bonne mesure : **« Mais être une élite ne suffit pas, il faut encore que cette élite soit une chevalerie... »**. Au-delà de ces grands mots, déjà bien révélateurs pourtant, concrètement, il n'était question de sport que pour les lycéens, c'est-à-dire pour les fils de la bourgeoisie à l'époque.

Cette éducation renforçait le culte de l'individualisme. Pour Coubertin, le héros olympique c'était l'adulte mâle individuel. Cela rejetait les femmes, bien sûr. Mais aussi les jeux collectifs, tenus en moindre estime que les autres.

Elle renforçait surtout le nationalisme : **« En ciselant son corps par l'exercice, comme le fait un sculpteur d'une statue, l'athlète antique honorait les dieux. En faisant de même, l'athlète moderne exalte sa patrie, sa race, son drapeau »**.

L'idéal réactionnaire de Coubertin ou de ses distingués collègues anglais d'Oxford ou de Cambridge allait être vite battu en brèche par la société capitaliste elle-même.

D'abord le sport s'est assez vite démocratisé. Sous la pression de la jeunesse ouvrière ou petite-bourgeoise, qui a certes tout autant besoin d'exercice physique que celle de l'élite bourgeoise. Mais aussi sous la pression de l'Etat et d'un certain nombre de bourgeois, qui virent rapidement dans le sport le moyen d'offrir un dérivatif aux jeunes travailleurs, de les embrigader et de les encadrer dans des associations sportives et des clubs qui distillaient l'idéologie nationaliste ou de collaboration de classes.

Puis, tout aussi rapidement, puisqu'il y avait là un moyen de faire de l'argent, les champions sportifs furent transformés en professionnels, avoués ou non.

La bourgeoisie avait créé le sport comme une discipline pour ses fils, ou au mieux pour disposer de bons soldats. L'Etat bourgeois en a fait un moyen politique de gouvernement. Les patrons s'en sont servi pour susciter la collaboration de classes. Le capitalisme en a fait une affaire et une industrie.

MOYEN DE CULTURE OU OPIUM DU PEUPLE ?

Pour des millions de gens qui s'y adonnent régulièrement, le sport c'est la joie d'exercer son corps, de le perfectionner ou de le maintenir simplement en bonne forme, le plaisir aussi de savoir se contraindre à un effort, de se mesurer à d'autres ou à la nature.

Mais dans la société actuelle, le sport ce n'est pas seulement cela, bien loin de là. Le sport et les institutions sportives ont un autre rôle, commercial, politique et social.

En mettant l'accent sur la performance et le champion, en faisant du moindre record un fait d'actualité, en faisant du champion un héros, avec l'aide de tous les moyens d'information, presse, radio, télé, bien plus que le goût de la pratique sportive, on a développé le goût de jouir du spectacle des efforts des autres. Et surtout, ce goût est empoisonné par le chauvinisme que l'on distille, rencontre après rencontre, émission après émission, article après article, dans le public sportif.

En amenant les champions à vendre leurs performances pour que quelques organisateurs capitalistes remplissent les stades et réalisent des bénéfices, ou encore à se faire les agents publicitaires des firmes les plus diverses, on a transformé les plus doués, ceux qui devraient donc tirer le maximum de satisfactions personnelles et désintéressées de la pratique du sport, en travailleurs du muscle, qui aliènent leurs dons et leurs capacités physiques pour un peu d'argent. Et parallèlement, le plaisir de se livrer au sport et à l'activité physique est frelaté, pour des milliers de jeunes, par l'espoir — un faux espoir évidemment pour l'immense majorité d'entre eux — qu'il y a là un moyen d'échapper à leur condition de prolétaire, à l'usine et au travail.

Le sport, dans la société capitaliste, c'est aussi tout cela. Et c'est pour ça, à cause de son utilisation par l'argent et par le chauvinisme, que le sport, qui pourrait être un moyen de culture individuelle et sociale formidable, est aussi, dans cette société, un des opiums du peuple.

NOTRE PROCHAIN DOSSIER

LA CORSE

— LES RAISONS DU MECONTENTEMENT.

— AUTONOMIE ? REGIONALISME ?

— LA CORSE FACE A L'ETAT CENTRAL.

dossier LE SPORT

l'exaltation du chau

AU SERVICE DE L'ETAT ET DES POLITICIENS

Dès le début, les promoteurs du sport, hommes politiques ou éducateurs bourgeois, lui assignèrent un but nationaliste : fortifier la race, former des soldats, etc. Ce fut vrai de l'Anglais Arnold, le principal du collège de Rugby, comme de l'Allemand Jahn, du Suédois Ling, inventeur de la fameuse méthode de gymnastique, comme du Français Coubertin.

Pourtant, d'un autre côté, les mêmes — comme Coubertin — ont souvent prétexté que le sport servait à rapprocher les peuples et aidait à cimenter leur fraternité.

Que la fraternité humaine soit à l'honneur grâce aux rencontre sportives internationales, c'est là un mythe qui n'a pas tenu bien longtemps. Témoin le mot de Charles Maurras lui-même, journaliste nationaliste d'extrême-droite, fondateur de l'Action Française. Il redoutait, avait-il dit, que les Jeux Olympiques atténuent les sentiments nationaux. Revenant des premiers jeux d'Athènes, en 1896, il constatait que « cet internatialisme-là ne tuera pas les patries, mais les fortifiera ».

Et, en effet, dès qu'il y eut un engouement du public pour le sport, les exploits sportifs et les champions, il fut exploité pour exalter le chauvinisme.

La constitution d'équipes nationales, les hymnes nationaux et les drapeaux qui fleurissent à chacune des rencontres entre sportifs de différents pays, les commentaires de la presse, de la radio, de la télévision, tout est fait pour que le pays tout entier sente et pense que footballeurs et athlètes portent son honneur en même temps que ses couleurs. Ce n'est pas Rocheteau, Poulidor ou Guy Drut, qui marque un but, escalade le Tourmalet ou franchit les haies, mais c'est « la France » qui gagne ou perd.

Il ne suffirait certes pas des six pages de ce dossier pour collectionner les déclarations les plus ridicules de la presse sportive en la matière. Une presse sportive qui est relayée quelques fois par les athlètes eux-mêmes — mais qui peut s'en étonner avec l'ambiance qu'elle entretient autour d'eux ? — comme ce boxeur qui, au soir d'un championnat du monde gagné sur un Anglais, s'exclama tout simplement : « j'ai vengé Jeanne d'Arc !».

Dans ce sens, aujourd'hui, le sport est utilisé par tous les Etats et tous les gouvernements, ceux des pays industrialisés comme ceux des pays sous-développés ; ceux de l'Ouest comme ceux de l'Est. Tous n'atteignent pas la réussite de la RDA en la matière, certes, mais tous en rêvent. Et tous utilisent les champions nationaux comme faire-valoir du régime.

Joao Goulart, président de la République du Brésil, homme soi-disant de gauche, recevant l'équipe de football nationale une semaine avant la phase finale de la Coupe du monde en 1962, leur confiait : « Si vous gagnez, pendant quatre ans mon peuple ne se plaindra de rien. Votre victoire remplacera le riz et les haricots. »

Recevant l'équipe de Saint-Etienne revenant de Glasgow, Giscard moins franc n'a pas osé leur faire confidence semblable. C'est le même geste pourtant qui consiste à jouer sur les sentiments cocardiers que peut faire naître le sport dans ce pays.

LA PRESSE SPORTIVE

Tous les quotidiens ont leur page sportive, ou plutôt leurs pages, en particulier les quotidiens régionaux.

Mais il y a une presse spécialisée qui est florissante. Elle comprend un grand quotidien **l'Equipe**, qui tire à plus de 300 000 exemplaires. **L'Equipe,** phénomène unique en son genre (il serait le seul quotidien sportif dans le monde) fait partie du groupe Amaury **(Le Parisien libéré). L'Equipe** publie des mensuels spécialisés dans des sports particuliers, Athlétisme, Cyclisme, Rugby qui tirent à 60 000 exemplaires... **L'Equipe** organise aussi de grandes compétitions, à commencer bien sûr par le Tour de France. Il existe aussi un autre quotidien, encore plus spécialisé, lui dans le football, **But,** qui tire à 30 000 exemplaires.

En dehors de cela, sans compter les journaux et magazines spécialisés dans les courses de chevaux, qui sont nombreux et se vendent bien, et aussi les bulletins officiels des clubs et des fédérations qui sont innombrables, il existe une vingtaine de périodiques sportifs dans les domaines les plus divers. Notons, parmi les plus importants, **France-Foot-Ball,** hebdomadaire du groupe Amaury qui tire à plus de 160 000 exemplaires ou le **Ski Français** (250 000 exemplaires).

La série des **Miroirs** (du cyclisme, 175 000 exemplaires ; du Rugby, 145 000 exemplaires ; du football, 120 000 exemplaires) héritière de **Miroir Sprint,** fait partie de la presse contrôlée par le PCF. Ils n'ont pas un ton, ni un contenu différents des autres publications sportives qui cultivent le chauvinisme à longueur de colonnes.

Des dizaines de titres, des tirages qui atteignent souvent plus de 100 000 exemplaires, un millier de journalistes, la presse sportive se porte bien.

Indépendamment de tous ses liens avec le pouvoir ou les groupes financiers, elle a ses raisons propres de miser sur le sensationnel, le culte du champion et le chauvinisme : c'est de cela que dépendent ses recettes.

le sport de clocher

A leur échelle, les municipalités et les hommes politiques locaux utilisent le sport comme les Etats et les gouvernements nationaux. Aidés par la presse régionale ou locale, ils cultivent autour des sportifs locaux l'esprit de clocher, en essayant d'en tirer tout le profit possible pour eux-mêmes.

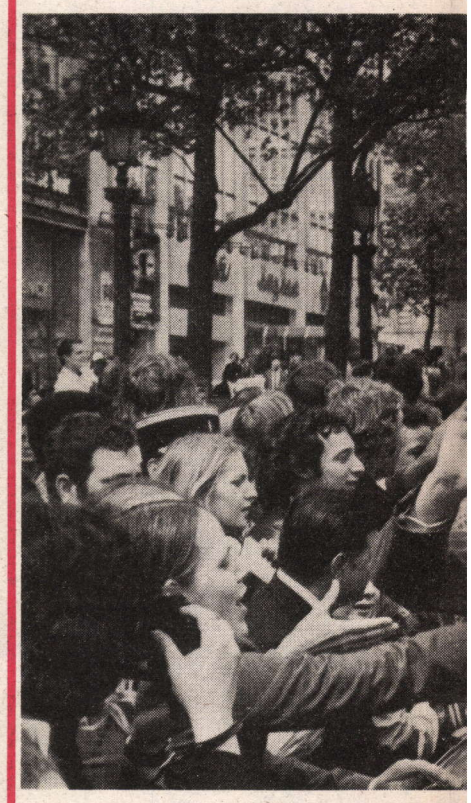
Ainsi, ces derniers temps, on a vu Durafour, ministre du Travail mais aussi maire de Saint-Etienne, récupérer à son compte les succès des « verts ». Chaque match a été pour lui une occasion d'apparaître à la télé ou de faire une déclaration aux journaux.

Il paraît d'ailleurs que les succès des footballeurs font une excellente publicité à la ville. Un emprunt de vingt millions placé par la municipalité de Saint-Etienne en Suisse aurait été couvert en quarante-huit heures à la grande surprise des banquiers eux-mêmes. La renommée de l'équipe de football expliquerait la chose.

Et puis, une bonne équipe locale de football (ou de rugby suivant les régions) est un argument électoral pour la municipalité. Aussi la plupart des équipes de football professionnelles, qui constituent pourtant en théorie des affaires financières, sont subventionnées par les municipalités bien davantage que les autres sports amateurs. Mais c'est autour d'elles que le public vibre et que se perpétue l'esprit de clocher.

Ainsi, la municipalité de Saint-Etienne a attribué récemment une subvention de 600 000 F à l'ASSE (qui fait suite à une longue série de subventions de toutes sortes depuis vingt ans). Cette année, pourtant, les finances du club sont florissantes au point qu'il ferait, paraît-il, plus d'un million de francs de bénéfice.

Dans le même moment, la municipalité attribuait royalement 1 000 F au foyer des jeunes.



L'équipe de Saint-Etienne remontant les Champs-Elysées après le match de Glasgow (ici l'entraîneur Herbin et le directeur du club), avant d'être reçue par Giscard d'Estaing. Un cortège officiel... pour une utilisation politique et chauvine encore plus officielle.
(Ph. AFP)

un délire en vert... organisé

Mercredi 12 mai, c'était le délire à Saint-Etienne. L'énervement et les boissons aidant, il était devenu dangereux de circuler. Ornées de drapeaux, de rubans, dans un concert de klaxons, les mobylettes, les voitures, passaient à vive allure. Dans le centre ville, cela s'est transformé en un énorme embouteillage. Et des incidents ont eu lieu après le match les vitres d'un tramway volèrent en éclats et un compresseur des travaux publics se retrouva dans une tranchée.

Tout était au vert, depuis les vitrines des magasins et les balcons de particuliers... jusqu'aux chats et aux chiens qui portaient des nœuds verts. 300 kilomètres de ruban ont été vendus... Une droguerie du centre, outre le tissu vert de chaque côté des vitrines, avait collé du papier adhésif vert et blanc sur le trottoir. De très nombreux gadgets étaient proposés au public : perruques vertes, écharpes, bonnets, chaussettes, porte-allumettes, bretelles, pantalons, blousons, tee-shirts, porte-clés, chaussures à talon compensé... au sigle des « verts ». Deux disques également ont été mis en vente, ainsi qu'un jeu de société. On pouvait commander d'avance, au prix de 40 F, une cassette de magnéto avec l'enregistrement du match de Glasgow. Sur la place du Peuple, au centre de Saint-Etienne, pour 10 F, un photographe tirait de portrait de ceux qui voulaient devant un énorme poster des « verts ».

La presse et la radio orchestraient ce défoulement : Radio-Monte-Carlo, France-Inter étaient sur place. France-Inter diffusait même un feuilleton sur les joueurs de Saint-Etienne. **Le Progrès,** dont le titre était évidemment en vert, consacrait plusieurs pages à cet événement.

Dans beaucoup d'entreprises, les CE organisaient le départ pour Glasgow pour 350 F aller et retour. Des patrons ont donné un congé l'après-midi à leurs ouvriers. Et la banderolle de la CGT du 1er mai, qui portait : **« La Loire, c'est champion en football avec l'ASSE et en chômage avec Durafour »,** était... verte.

la situation

plus de sept millions de licenciés

On compte actuellement (chiffres de 1974 qui sont les dernières statistiques fournies par le ministère) plus de 7 millions de sportifs titulaires d'une licence officielle pour la pratique d'un sport quelconque, répartis dans plus de cent mille clubs et associations sportives.

Il y aurait une très nette augmentation de la pratique sportive puisque le nombre de licenciés n'était que de deux millions en 1950, 2,8 millions en 1960 et 5,2 millions en 1970.

Ces clubs adhèrent à des fédérations nationales suivant le sport pratiqué. Il existe 23 fédérations de sports dits olympiques (sports qui sont pratiqués aux Jeux Olympiques) dont la plus importante est celle de football, avec plus de un million de licenciés, suivie par celles de ski (560 000 licenciés) et de judo (320 000 licenciés). Il existe 32 fédérations nationales de sports dits non olympiques, dont les plus importantes sont celles de rugby (135 000 licenciés), de tennis (270 000 licenciés) et... de pétanque (300 000 licenciés).

Mais il existe également des fédérations multisports, comme la Fédération Sportive des Handicapés Physiques, l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique ou la Fédération Française Sportive et Gymnique du Travail, qui comptent près de 950 000 licenciés.

Enfin ,les différentes associations scolaires et universitaires comptent près de 1 850 000 licenciés.

vinisme

quand les patrons font faire du sport à leurs ouvriers

Meubler eux-mêmes les loisirs de leurs ouvriers, entretenir l'esprit maison, accessoirement maintenir la forme physique des travailleurs, tels sont les motifs qui poussent certains patrons à promouvoir le sport parmi leurs ouvriers. Et c'est dans cet esprit que se sont développés bien des clubs sportifs d'entreprise.

Ainsi, par exemple, en plein milieu des usines Peugeot, s'étale un stade et une salle omni-sport : c'est là que s'entraîne la grande équipe de foot de Sochaux, l'équipe professionnelle développée pour défendre le prestige du constructeur d'automobiles, qui la subventionnerait de trois millions par an. C'est là aussi que les ouvriers peuvent s'ils le veulent faire du sport dans le cadre du Football Club Sochaux Montbéliard, club créé sous la présidence d'honneur de M. Peugeot lui-même, dans le cadre des œuvres sociales. A Sochaux, le sport fait partie de l'esprit maison, les jeunes chefs de service dynamiques se doivent d'aimer le sport, et il y a peu de temps encore, le plus sûr moyen de passer chef d'équipe ou contremaître était la participation active au FCSM (bien que depuis quelques temps des critères plus directement politiques remplacent l'adhésion au FCSM).

Sport et esprit maison, un autre exemple de réussite dans le genre est donné par l'Association sportive des PTT. Créée en 1903, elle compte aujourd'hui 128 000 adhérents, ce qui est considérable (même si on tient compte du fait qu'elle admet quelques adhésions de non-postiers) par rapport au nombre total de postiers : 330 000. L'ASPTT est certes officiellement indépendante de l'administration, mais c'est la seule association sportive subventionnée par les œuvres sociales des PTT (125 000 F de subventions en 1975) et elle dispose ainsi de 54 stades, 33 gymnases, 41 salles, 9 piscines, 20 chalets, 42 bases nautiques et 3 centres de loisirs sportifs. Et puis les joueurs des équipes ASPTT ont parfois des « détachements sport » pour les matches et même pour les entraînements, bien que ce soit réservé aux meilleurs (à ceux qui pourraient éventuellement faire la gloire sportive de la Poste).

La présidence des associations locales ou régionales est souvent donnée à un directeur ; ce n'est pas obligatoire, bien sûr, mais pour les bonnes relations, les détachements et les subventions...

du sport en France

0,6 % du budjet de l'État

Dans le budget national, la part réservée au Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports est de l'ordre de 0,6 %. En 1975, il s'est monté à 1 823 millions de francs. Pour 1976, la prévision est de 2 141 millions de francs. Quand on sait que les salaires des professeurs d'éducation physique et des divers personnels rattachés à ce secrétariat représentent 1 300 millions, on voit que la part réservée au développement des activités sportives, que ce soit à l'école ou pour les adultes, est vraiment la portion congrue, d'autant qu'une bonne partie des interventions publiques vise beaucoup plus à aider à la sélection des athlètes qu'à étendre l'exercice des sports.

Pour ce qui est des équipements, il est prévu pour 1976, la construction de 221 bâtiments de clubs, dont seulement un tiers à vocation sportive. Quant aux piscines, on passe de 93 en 1975 à 72 pour 1976, soit à peine une piscine supplémentaire par million d'habitants !

Dans ces conditions, quand équipement il y a, il est en général dû à la contribution financière massive des communes lasses de voir que les promesses gouvernementales ne se réalisent jamais. Une enquête faite par le journal **Sports dans la Cité** auprès de 16 communes a montré qu'en 15 ans, de 1960 à 1975, elles avaient dépensé au titre des sports près de 206 000 F alors que les subventions départementales et gouvernementales n'étaient respectivement que de 2 400 F et 56 500 F, soit à peine le quart de ce que les communes avaient dépensé. Pendant le même temps, l'Etat prélevait sur leur budget d'équipement sportif 40 656 F au titre de la TVA sur ces dépenses.

dans les écoles, ni profs ni stades

L'horaire prévu en principe pour le sport dans les établissements scolaires est de cinq heures. En fait, l'horaire réel est de deux heures (deux heures vingt minutes en moyenne affirme le ministre). Cela est dû essentiellement au manque d'enseignants. Il y a actuellement 15 000 professeurs de gymnastique. !! en faudrait 9 000 de plus, estime le Syndicat National de l'Education Physique, pour que l'horaire atteigne les trois heures et 25 000 de plus pour assurer dans des conditions convenables les cinq heures prévues. Ce ne sont pas les candidats qui manquent, puisque cette année 2 500 personnes se sont inscrites au concours de recrutement de professeurs de gymnastique. Mais il n'y avait que 500 places mises au concours.

Sur le plan des équipements aussi c'est la pénurie. Le budget d'équipement des établissements scolaires prévu au 6e Plan (de 1971 à 1975) correspondait, d'après le SNEP, à un quart des besoins. Il n'a été réalisé qu'à 60 %. Depuis dix ans, cette pénurie a été légalisée en décrétant que les scolaires utiliseraient les équipements sportifs locaux, dont la construction est essentiellement à la charge des budgets municipaux. Mais dans ce cas il arrive que les chefs d'établissement n'ont même pas assez de crédits pour payer la location des installations municipales. Ainsi, un certain nombre d'élèves n'ont pas leurs heures de gymnastique, bien que le stade à côté reste inutilisé.

qui pratique un sport ?

Le pourcentage de sportifs est différent suivant les catégories sociales. Une enquête de la SOFRES portant sur les gens qui déclarent pratiquer un sport (ce qui est plus large que le nombre de ceux qui ont une licence et font de la compétition) donne les chiffres suivants : 45 % des cadres supérieurs et des industriels pratiquent au moins un sport, 15 % en pratiquent plusieurs. Ceux qui pratiquent un sport ne sont plus que 29 % parmi les cadres moyens et employés, 18 % parmi les ouvriers et 17 % parmi les agriculteurs.

D'autre part, le sport pratiqué dépend évidemment de la classe sociale : le sport le plus répandu chez les cadres est le tennis (34 % des cadres qui font du sport font du tennis) alors que chez les ouvriers c'est le football (33 % des sportifs ouvriers). Le ski est en grande partie réservé aux cadres et professions libérales. C'est aussi le sport le plus répandu parmi les commerçants.

Les femmes ont été longtemps exclues du sport. Il y a encore à l'heure actuelle trois fois moins de femmes que d'hommes qui pratiquent un sport, cinq fois moins si l'on met à part le sport universitaire qui est le seul milieu où le nombre des femmes licenciées approche celui des hommes.

Bref, la pratique du sport donne une bonne image de toutes les inégalités et de tous les clivages sociaux.

dossier
LE SPORT

le monde des professionnels et amateurs

Officiellement, il n'y a en France que quelques sports qui comptent des athlètes professionnels. Il y a quelque 450 footballeurs, 80 coureurs cyclistes, quelques boxeurs. C'est pratiquement tout.

En fait, beaucoup de champions, dans la plupart des sports, se consacrent à temps plein à celui-ci et en vivent, y compris bien sûr ceux qui sont classés comme amateurs.

Certes, il y a quelques cas de réussite financière exceptionnelle. On peut citer le cas d'un Louison Bobet ou d'un Anquetil qui sont devenus de véritables hommes d'affaires. Mais ils sont, tout compte fait, plutôt rares. Beaucoup plus, sans doute que les matchmakers, les managers, les fabricants d'équipements.

Actuellement, quelques footballeurs professionnels toucheraient 20 à 30 000 francs par mois. C'est évidemment loin d'être le cas de tous les footballeurs, même professionnels. A cela s'ajoutent des primes en fonction des matchs gagnés. Pour le récent match entre Bayern et Saint-Etienne, les vainqueurs auraient touché une prime de plus de 50 000 F.

D'après une revue de ski : **« il n'est par rare qu'un coureur de l'équipe nationale classé parmi les derniers, obtienne 120 à 140 000 F de trois ou quatre fabricants pour une seule saison sous le seul prétexte qu'il utilise leur matériel ».** Il s'agit, bien sûr, de l'équipe « amateur ».

Autre exemple encore : certains joueurs de basket-ball américains, toujours « amateurs », acceptent de venir en France « faire leurs études » et jouent alors dans des clubs français pour un salaire d'environ 8 000 F par mois.

En fait, des milliers et des milliers d'amateurs courent et jouent chaque semaine contre un peu d'argent, une prime de quelques dizaines ou quelques centaines de francs par match ou quelques avantages comme le fait de recevoir un logement de la municipalité ou du club, ou encore un travail qui ne leur prend que peu ou pas de temps et les laisse libres de s'entraîner.

En espérant que la fortune, un jour, leur sourira.

Le skieur autrichien Karl Schranz fut refusé aux Jeux Olympiques de Sapporo, en 1972, sous le prétexte qu'il avait permis l'utilisation de son nom et de photographies à des fins publicitaires. Pour savoir qu'il s'agissait d'un prétexte et d'une bonne hypocrisie... (Ph. AFP)

_football

les problèmes de la reconversion

Ancien professionnel à Sochaux puis Nancy, M. Lassalette est maintenant vice-président de l'Union Nationale des Footballeurs Professionnels.

Lassalette : *Le salaire moyen de la profession doit se situer autour de 4.500 francs par mois; on débute vers 3.000 F, on peut terminer vers 8 ou 10.000 ; les vedettes, bien sûr, touchent plus pendant les quelques années où elles sont en vue. Vers la trentaine, on se retrouve mis au chômage et personne ne fait rien pour aider à notre reconversion, il faut avoir fait quelques économies pour s'en sortir.*

LO : Vous, vous avez arrêté à quel âge ?

— A 28 ans, à la suite d'un accident ; tous les ans, il y en a qui doivent s'arrêter sur blessures. Et on se retrouve alors sans emploi et sans la moindre formation, car lorsqu'à 16 ans vous avez eu le choix entre continuer vos études ou vous consacrer entièrement au foot, que voulez-vous qu'un jeune choisisse ?

LO : C'est ce qui vous est arrivé ?

— Oui, quand j'ai débuté à 16 ans à Sochaux, on m'a proposé, plutôt que de m'entraîner seulement après les heures de classes, de me fournir un petit emploi de bureau aux usines Peugeot auxquelles est lié le club, ce qui me permettrait de gagner ma vie tout en passant la plupart du temps à l'école de foot. Je n'ai pas hésité longtemps.

LO : Ça se passe encore de cette façon là ?

— Pas tout à fait. Actuellement nous avons obtenu un statut du footballeur aspirant qui touche une paye dès son entrée à l'école de foot. Dans un sens, c'est bien sûr une sécurité et il y a un salaire minimum fixé par la charte du football professionnel. Mais d'un autre, cela veut dire qu'il n'y a plus de choix du tout. On voyait parfois des professionnels qui avaient débuté comme amateurs en poursuivant des études. Aujourd'hui, tout le monde a interrompu ses études à 16 ans pour entrer à l'école de foot du club. Et comme de plus, sur 10 aspirants embauchés une année, il n'y en a que 4 ou 5 qui finissent comme professionnels, les autres ont interrompu toute étude et passé quelques années à l'école de foot pour se retrouver chômeurs.

En principe, l'école de foot a l'obligation de vous donner une formation professionnelle ; il s'agit généralement de quelques cours de comptabilité, mais ce n'est pas sérieux du tout. On a droit aussi pendant les années passées au club de suivre des cours de formation professionnelle continue ; mais c'est pratiquement impossible de suivre des cours en plus de l'entraînement.

LO : Comment se pose le problème de reconversion ?

— En fait, le problème ne se pose généralement pas tout de suite après la fin du dernier contrat professionnel mais seulement deux, trois ou quatre ans plus tard. Car au début, on trouve généralement un club amateur qui vous prend pour relever le niveau de son équipe ; parfois même on retrouve ensuite un deuxième club amateur, toujours dans le sens de la désescalade, le niveau du club et le salaire diminuant en même temps que la forme, avec l'âge.

LO : Et après, quels sont les débouchés ?

— Il y a d'abord les débouchés les plus naturels, entraîneurs ou éducateurs sportifs, mais il y a des difficultés pour obtenir les diplômes et il y a peu de places.

Souvent, l'ancien sportif s'installe dans le commerce : ce n'est plus le vieux système du restaurant ou du café (le café, c'était souvent une fin déplorable). Aujourd'hui, le joueur essaye d'avoir des économies pour acheter quelque chose, souvent un magasin d'articles de sport. Certaines maisons, comme Adidas par exemple, emploient des anciens sportifs pour représenter la maison.

LES CONDITIONS DES ASPIRANTS

Voici les conditions de vie des aspirants footballeurs, telles que nous les ont décrites deux jeunes — 18 et 19 ans — du Paris-Saint-Germain Football Club.

LO : Comment êtes-vous devenus aspirants ?

Nous jouions dans des clubs en tant que minimes. Nous avons été remarqués par les recruteurs du Paris-Saint-Germain qui, comme tous ceux des autres clubs, parcourent les stades à la recherche de jeunes un peu doués. Ils nous ont proposé de signer un contrat d'aspirant.

L'un d'entre nous a son CAP d'électricien, l'autre est allé jusqu'en terminale. Pour l'instant, nous ne faisons que du sport, car avec le football total qu'on pratique aujourd'hui, il n'est pas possible de poursuivre des études en même temps.

LO : En quoi consiste votre vie ?

Nous sommes un peu comme des internes, mais des internes qui ne pratiqueraient que du football. Nous nous entraînons les matins. Les après-midi sont libres, mais nous devons rentrer sans faute avant le repas du soir, à 19 heures. Nous avons le mercredi soir de libre jusqu'à minuit. Seulement, comme c'est en général le moment où sont retransmis les matches internationaux, nous regardons la télé.

Nous sommes nourris, blanchis et logés et même habillés en tenues sportives. Nous percevons 500 et 800 francs par mois d'argent de poche. En plus, nous touchons, bien sûr, les primes de matches gagnés ou nuls. Cela va de 200 à 400 F et même 2.000 F pour un match pro. C'est cette somme que nous avons gagnée hier à Nantes.

_cyclisme

les smicards sont nombreux

Interview de Jacques Mourioux, responsable de l'Union des Cyclistes Professionnels

Jacques Mourioux : Sur les quatre-vingts coureurs professionnels il y en a une dizaine, quinze tout au plus, qui ont réussi ; une vingtaine d'autres, comme moi, gagnent correctement leur vie (avec un fixe d'environ 3.000 F par mois), tous les autres ne peuvent pas s'en tirer. Nous venons enfin d'obtenir depuis cette année qu'aucun coureur ne puisse avoir un fixe inférieur au SMIC. C'est un progrès, les coureurs avaient parfois un fixe de 600 F par mois. On a maintenant un minimum, mais les smicards sont nombreux.

LO : *Il y a aussi les primes ?*

J.M. : Oui, mais ce sont les smicards qui ont le moins de primes. J'en ai connu l'an dernier qui ont fait tout le tour de France (un mois de travail et quel travail !) pour toucher en tout 500 francs de primes.

LO : *Et pourtant on pense généralement que passer professionnel pour un jeune qui fait du vélo c'est déjà une réussite ?*

J.M. : Oui. Ceci dit, il y a de nombreuses courses amateurs qui sont assez bien dotées, notamment en Bretagne, et on peut compter aujourd'hui environ 200 coureurs amateurs qui vivent de leurs courses, même s'ils en vivent mal. Ce que nous réclamons, c'est que ces courses soient ouvertes aux professionnels et que l'on soit 300 professionnels. D'autant plus que la limite entre amateurs et professionnels est mince : pour manque de résultats on peut très bien se retrouver, l'année suivante, amateur. L'an dernier, nous avons fait une équipe de chômeurs qui a couru sous le sigle UNCP ; elle a eu d'assez bons résultats et du coup presque tous ont été repris professionnels cette année.

LO : *On parle beaucoup à propos du cyclisme du problème du doping.*

J.M. : Le contrôle anti-doping a commencé à la suite de la mort de Simpson. En fait, ce n'est pas, à mon avis, le doping qui a tué Simpson, mais le surmenage. On a fait toute une publicité autour de cette affaire de doping, question de se donner bonne conscience.

LO : *Mais le dopage c'est quand même mauvais pour la santé ?*

J.M. : Et monter le Mont Ventoux en plein mois de février, est-ce que vous croyez que ça fait du bien ? Avant Paris-Nice, qui est en principe la première course par étapes de la saison, il y en a qui ont déjà fait quatre ou cinq courses par étapes, vingt jours de course dans le mois. Nous sommes en début de saison, le 10 mai aujourd'hui, et il y en a qui en sont à leur 65e jour de course. Et puis, les organisateurs cherchent des parcours de plus en plus difficiles pour mettre en évidence des super-vedettes. Il arrivera un jour où plus aucun gars sensé n'acceptera de faire ça.

Pour nous, le contrôle anti-doping c'est surtout une brimade. Ce qu'il faudrait, ce serait une véritable surveillance médicale : par exemple un examen médical très approfondi en début de saison, puis un deuxième trois ou quatre mois plus tard vers juin pour voir si on n'a pas trop souffert ; celui qui est trop fatigué pourrait être en congé maladie.

professionnels au service de la publicité

Les grandes compétitions sportives offrent aux industriels de multiples possibilités d'interventions publicitaires. Organiser une compétition sportive, patronner une équipe, financer un champion, c'est pour beaucoup d'entreprises un excellent investissement. Et tous les sports sont utilisés, même ceux qui sont réputés « amateurs ».

Les modalités varient d'un sport à l'autre et d'une entreprise à l'autre. La marque finance tout ou partie des dépenses d'entraînement, d'équipement, de déplacement des sportifs et, le plus souvent, paye le sportif, en échange de quoi le nom de la marque apparaîtra en grosses lettres sur le maillot du coureur ou la voiture du pilote, ou dans un coin du stade. C'est ainsi que les champions sont littéralement transformés en hommes sandwichs. Poulidor est l'homme du GAN, l'équipe de Saint-Etienne, celle de Manufrance, et la voiture de formule 1 Ligier est une Gitane.

Pour faire figurer son nom sur le maillot d'une bonne équipe de football professionnelle de première division, une société doit verser au moins entre 15 000 et 600 000 F par an, selon la valeur de l'équipe. Et le football n'est pas le sport le plus « cher ». En compétition automobile, c'est par millions que les marques investissent.

Mais les publicitaires font leurs calculs. Plutôt que de payer des espaces publicitaires dans les journaux ou d'acheter des minutes de télévision, il est parfois plus rentable de coller le nom de sa marchandise sur un champion qui sera vu par des dizaines de milliers de spectateurs et des millions de téléspectateurs.

L'influence du « parrain » se fait sentir dans le domaine purement sportif. Il a son mot à dire sur le choix de l'équipe, sur la sélection faite par l'entraîneur, sur le programme des compétitions. Les saucissons italiens Molteni s'étant acheté les services de Merckx, celui-ci doit chaque année participer obligatoirement à un nombre donné de courses en Italie. Et encore, Merckx, lui, a les moyens de discuter avec son « parrain ». La plupart des champions n'ont bien souvent qu'à obtempérer. Sinon la caisse se ferme.

le règne de l'argent

Dès que le sport a attiré des spectateurs, l'idée est venue de payer des athlètes pour se produire. Ainsi, en Grande-Bretagne, la boxe professionnelle est quasiment aussi vieille que les courses de chevaux.

Le profesionnalisme a donc d'abord été le fait des sports capables de drainer un public payant. C'est ce qui fit la fortune d'un sport comme le football. A la fin de sa vie, Coubertin, désabusé, constatait que « l'humanité a tendance à transformer l'athlète olympique en gladiateur payé ». C'est vrai sinon de l'humanité, du moins de la société capitaliste.

Pour un certain nombre de sports, pour l'équipement desquels il existe une véritable industrie, le champion fut transformé bien vite en agent publicitaire d'une marque. C'est le cas du cyclisme, dont la grande époque se situa entre les deux guerres mondiales. C'est aujourd'hui le cas du ski, du tennis, du golf dans les pays anglo-saxons, etc.

Enfin, surtout depuis quelques années, la publicité a eu l'idée de se servir des champions et des concours sportifs y compris pour lancer ou aider des entreprises qui n'ont rien à voir avec le sport : des coureurs cyclistes défendent l'image de sociétés d'assurances, des équipes de football celles de produits de beauté, des équipes de basket celles de chaînes de supermarchés, etc. Quelquefois même des marques de produits qui sont a priori les ennemis du sport : boissons alcoolisées, cigarettes et tabacs. L'institution sportive dans notre société capitaliste n'est pas à une contradiction près.

...il suffit de jeter un coup d'œil sur les photos d'arrivée de n'importe quelle course avec n'importe quel champion. Ici, à Val-d'Isère, une championne canadienne, au centre, pose entre une Française à droite et une Autrichienne à gauche. Evian n'a pas de préjugés chauvins. (Ph. U.P.I.)

des médailles en or... pour les fabricants !

Le développement de l'industrie française des sports d'hiver est étroitement lié aux victoires de l'équipe de France aux Jeux Olympiques d'Innsbrück en 1964, de Grenoble en 1968, de Sapporo en 1972.

Rossignol, premier producteur français et même mondial depuis cette année, produisait en 1957, 8 500 paires de skis par an. Ce chiffre atteignait 73 000 en 1967. L'année suivante au moment des Jeux de Grenoble, Rossignol produisait 235 000 paires. Après Sapporo, ce chiffre atteignait près de 750 000. Aujourd'hui, bien que l'équipe de France ait beaucoup baissé, la production dépasse 800 000 paires par an, soit 100 fois plus qu'en 1957.

Le chiffre d'affaires du groupe a bien sûr évolué dans les mêmes proportions, en augmentation de 30 à 50 % d'une année sur l'autre à la belle époque du ski français. Il atteignait, en 1972, plus de 50 millions de nouveaux francs rien que pour Rossignol France, 120 millions pour tout le groupe. Car, aujourd'hui, la firme Rossignol est un véritable groupe financier, qui a des usines en Italie, Suisse, Allemagne, Espagne et même aux USA. Il déborde largement le domaine des « planches » et touche maintenant au tennis.

Les fabricants français ont institue un pool des fournisseurs de l'équipe de France de ski. Ils l'équipent et l'entretiennent relativement bien. Ils lui doivent bien cela.

Les smicards du peloton : des milliers de kilomètres... pour 500 F de prime. (Ph. AFP)

le doping

Les produits utilisés pour « doper » les athlètes, ou pour les « préparer » en vue de la compétition sont nombreux : des amphétamines (excitants du système nerveux central) aux hormones destinées à « faire » du muscle, en passant par les dépresseurs du système nerveux central employés dans les sports d'adresse, par les vaso-dilatateurs, etc.

Le corps médical dans son ensemble est unanime à souligner les dangers de telles pratiques qui peuvent amener œdèmes, atrophies testiculaires et tumeurs prostatiques dans le cas des hormones, des troubles du comportement dans les cas des psychotropes, sans parler de la toxicomanie pure et simple.

Le champion cycliste Roger Rivière fit en 1960 une chute très grave dans le col du Perjuret. Il s'était administré un produit agissant sur le système nerveux. Et Rivière avait abordé tranquillement la descente, croyant qu'il appuyait sur les freins alors qu'il n'en faisait rien. Quelques années plus tard, un autre coureur, l'anglais Simpson, mourait en plein Tour de France, tué semble-t-il par le doping.

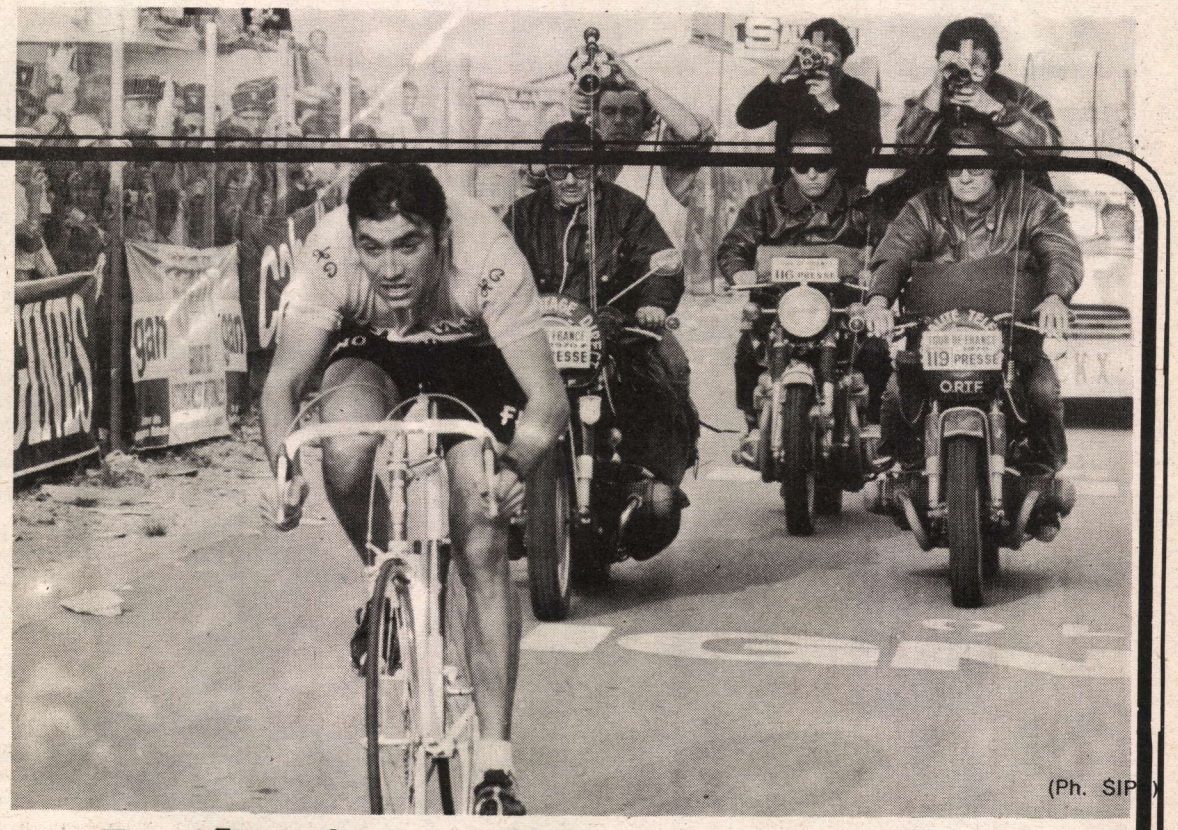
Depuis 1965 existe toute une législation antidoping, avec tout un arsenal répressif de disqualifications, d'amendes ou même de peines de prison.

Cela ne va pas sans attirer l'hostilité de certains sportifs. Cela pousse aussi certains entraîneurs et certains sportifs à rechercher d'autres agents dopants, non inscrits sur les tableaux. Et l'on assiste à des discussions byzantines pour faire une différence entre doping et préparation biologique. Pour les médecins et les entraîneurs sportifs, le problème est de savoir s'il est « licite » d'essayer de « défatiguer » un athlète par des « médicaments défatigants » et lui permettre ainsi de reprendre la compétition plus vite et mieux que l'adversaire moins « bien traité », ou si l'on doit « laisser faire la nature » par le repos simple et des conseils diététiques afin que le mieux doué et le mieux entraîné à récupérer « plus vite » l'emporte.

Une telle discusion ne peut avoir lieu que parce que dans le sport — à ce niveau — l'athlète ne s'appartient plus et qu'il n'est plus qu'un jouet au service d'autres intérêts qui sont prêts à lui faire prendre tous les risques pour qu'il rende au maximum, le plus vite possible.

dossier
LE SPORT

le sport et le mouvement ouvrier



DENONCER LA FOIRE AUX MUSCLES

Ce n'est certes pas parce qu'il développe le goût de l'effort physique et donne l'envie de se surpasser que le sport est condamnable. Ce goût et cette envie font intégralement partie de la nature humaine au sens le plus plein du terme.

Ce n'est pas davantage le goût de la compétition avec d'autres. Celle-ci peut très bien avoir lieu dans un esprit fraternel. C'est ce qui arrive d'ailleurs dans des milliers de rencontres sportives actuelles. Et l'on peut fort bien imaginer des rencontres d'athlètes du plus haut niveau, sans enjeu, ni argent, ni fausse gloire chauvine à la clef, simplement pour le seul plaisir de lutter et de se mesurer.

Ce n'est pas non plus parce que le spectacle sportif est abêtissant en soi.

On pourrait imaginer des Jeux Olympiques sans hymnes nationaux, ni drapeaux, ni médailles même, mais qui soient une véritable fête de la jeunesse du monde, qui permette vraiment de développer l'idée de fraternité des hommes. Pourquoi pas ? Mais pas dans un monde divisé en Etats rivaux, bien sûr.

Non, ce qui pourrit le sport, comme bien d'autres choses d'ailleurs, c'est qu'il a pour cadre la société actuelle et qu'il est inévitablement marqué par ses valeurs, son idéologie, ses préjugés. A quoi s'ajoute le fait qu'il est consciemment utilisé par les classes dominantes pour cultiver encore ces fausses valeurs et ces préjugés.

Il est bien entendu utopique de rêver, dans le cadre de la société actuelle, à un sport qui resterait « pur ». Le sport, pas plus que toute la culture, pas plus que toutes les relations humaines, ne peut échapper aux rapports qui sont à la base de cette société.

On peut tout de même dénoncer l'utilisation du sport et des sportifs par la bourgeoisie ; dénoncer le chauvinisme, refuser le culte du champion et le professionnalisme. Le mouvement ouvrier sut le faire... quand il défendait les intérêts des exploités.

■ De l'Internationale Rouge des Sports...

C'est dans les années 1900 que sont apparues les premières organisations sportives ouvrières. Face au développement des fédérations sportives bourgeoises et des associations sportives paternalistes créées par certains patrons dans leurs entreprises, le Parti Socialiste en France créa en décembre 1907 la Fédération Sportive Athlétique Socialiste. Ses buts étaient résumés ainsi par **l'Humanité** de l'époque :

« 1) Développer la force musculaire et purifier les poumons de la jeunesse prolétarienne.

2) Donner aux jeunes gens des distractions saines et agréables, ce qui serait un palliatif à l'alcoolisme et aux mauvaises fréquentations.

3) Amener au Parti de jeunes camarades.

4) Faire de la réclame, si nous pouvons nous exprimer ainsi, **pour le Parti.**

5) Développer parmi les jeunes socialistes l'esprit d'association et d'organisation ».

Après la guerre, les oppositions révolutionnaires qui se développent dans les fédérations sportives ouvrières, qui ont versé aussi dans le patriotisme, amenèrent, lors du 3e Congrès de l'Internationale Communiste, à la création de l'Internationale Rouge des Sports.

Les organisations de l'IRS luttent contre l'illusion que le sport est neutre, et aussi contre l'esprit de compétition, le chauvinisme, l'esprit paramilitaire des associations sportives bourgeoises. Une brochure de la FST, Fédération Sportive du Travail affiliée à l'IRS, écrit par exemple : **« Le mouvement sportif utilisé par la bourgeoisie, c'est quatre millions de jeunes ouvriers dont la conscience de classe est atténuée par la lecture des journaux roses ou jaunes, dont l'esprit est surtout préoccupé du prochain grand match de tel ou tel professionnel et qui NE PENSE PAS, PENDANT CE TEMPS-LA, A S'ORGANISER POUR LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION QU'ILS SUBISSENT NI A UTILISER LE SPORT POUR LEUR PREPARATION A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE. Mieux, avec le battage fait sur les victoires « nationales », les récits des moindres succès des champions « nationaux », la bourgeoisie essaie — et réussit en partie — à développer l'esprit chauvin, nécessaire pour la prochaine boucherie, et cela même chez ceux qui ne pratiquent pas l'exercice sportif ».**

Le but de l'IRS, au contraire, est d'attirer la jeunesse ouvrière **« grâce au besoin sportif, à sa force d'attraction »,** dans le but de **« développer la force physique et de favoriser l'éducation politique et révolutionnaire des ouvriers ».**

■ ... à la FSGT

La Fédération Sportive et Gymnique du Travail est l'héritière de la Fédération Sportive du Travail. Elle a subi toute l'évolution politique de la IIIe Internationale et du PCF.

En 1934 elle refusionne avec l'organisation social-démocrate dont elle avait scissionné en 1923 au moment de l'adhésion à l'Internationale Rouge des Sports. La nouvelle organisation prend alors le sigle FSGT.

La guerre de 1940 lui donne une couleur patriotique définitive. En présentant récemment dans la revue **Sport en France** l'histoire de la FSGT, son président écrivait : **« Le caractère national et l'influence de la FSGT se traduisirent pendant la guerre de 1939-1940 par une participation active à la lutte contre l'ennemi... C'est tout naturellement que ses statuts furent modifiés au lendemain de la Libération. Ils stipulaient dorénavant que son but est de contribuer à la formation d'un citoyen au service d'une république laïque et démocratique ».**

Aujourd'hui la FSGT compte 260.000 adhérents regroupés dans 3.000 clubs (associations d'entreprises ou municipales). Elle revendique des équipements et des crédits, demande la suppression de la TVA sur les équipements sportifs... Mais en ce qui concerne la conception même du sport, la FSGT ne se distingue plus des autres clubs omnisports : les cocoricos y sont de mise depuis 1945, le culte des champions aussi.

Et quand la FSGT fait encore une critique à l'organisation du sport en France, c'est de ne pas toucher de plus larges masses... pour pouvoir sélectionner plus de vedettes.

Et cette année qui est celle de la grande foire aux muscles olympiques, la FSGT a placé son congrès sous le thème **« Jeux Olympiques et Sport des Travailleurs ».** Le vice-président de la fédération, R. Moustard écrit : **« Certains y voient peut-être en quelque sorte un risque de perversion du sport des travailleurs par le sport d'élite dénaturé, soumis à la commercialisation, à la politique et à la technologie. Mais n'est-ce pas là une image bien éloignée, à la fois du phénomène olympique et du sport pour les travailleurs ? Les Jeux Olympiques, c'est la haute performance sportive, mais au service de quoi ? Concrètement de la non-discrimination raciale ou politique, du rapprochement entre les peuples, de la paix... ».** La FSGT colporte maintenant tous les mythes de la bourgeoisie.

LE FOOTBALLEUR PROFESSIONNEL : UN SERF ?

L'obtention d'un statut du joueur professionnel a constitué un net progrès car il fixe les règles minimales que les clubs doivent respecter tant du point de vue des conditions de travail, du contrat et des rémunérations. Et pourtant, la lecture de ce statut en dit long sur les rapports entre le club et ses joueurs.

Les aspirants, ces jeunes entre 16 et 18 ans qu'un club peut engager en vue de leur donner une formation de professionnel, **« doivent à leur club fidélité, obéissance et respect ».** Le même statut que pour n'importe quel apprenti.

Le chapitre **« discipline et échelle des sanctions »** est l'un des plus développés du contrat des professionnels. Il sanctionne un joueur qui aurait **« manqué de respect à un dirigeant ou à un entraîneur ».** En dehors des matches ou de l'entraînement, il est interdit, sans autorisation, de **« monter à cheval, de faire du ski, de prendre place dans un avion, d'aller à la pêche »...** et **« de jouer au football ».** En achetant un joueur, le club achète avant tout une paire de jambes, ce serait rupture de contrat s'il s'en cassait une.

Même à échéance du contrat avec son club, si le joueur décide de signer un contrat avec un nouveau club, ce club doit une indemnité au précédent. Cette « indemnité de formation » équivaut au total des rémunérations obtenues par le joueur pendant les deux dernières années moins deux fois le SMIC de ces deux années. Elle se monte donc à plusieurs dizaines de milliers de francs. Quant à résilier un contrat avant qu'il ne soit fini, afin de changer de club, c'est pour le joueur quasiment impossible : il faut que le club sortant accepte la résiliation du contrat et que le club qui veut embaucher accepte de payer une indemnité de rachat encore plus élevée.

LES TRAVAILLEURS FACE AUX PATRONS

EN LUTTE

Vendredi 14 mai

BNP Gambetta - Paris : 80 pour cent du personnel continue la grève entamée il y a trois semaines pour une augmentation de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

CENTRALE THERMIQUE DE BLENOD - LES - PONT - A - MOUSSON : grève totale des 240 employés depuis jeudi à propos des classifications.

ACIERIES DE NEUVES-MAISONS (Meurthe-et-Moselle) : grève des 150 ouvriers pour une augmentation uniforme des salaires de 250 F.

Samedi 15 mai

GRANDS HOTELS DE CANNES : les employés des trois palaces, en grève depuis le 11 mai, ont accepté de reprendre le travail sur les propositions de la direction.

BLANCHISSERIES LYONNAISES : fin de la grève déclenchée mardi par les 130 ouvriers qui ont obtenu que les salaires soient portés à 8,50 F de l'heure.

EBOUEURS DE LYON : les 180 chargeurs de l'entreprise Monin ont décidé de poursuivre leur grève entamée vingt-cinq jours plus tôt.

PAPETERIES SOUCHE (Vosges) : les 580 ouvriers sont en grève à 88 % depuis une semaine pour 10 % d'augmentation de salaire, la réduction du temps de travail, une majoration de la prime de vacances, une amélioration des conditions de sécurité.

Dimanche 16 mai

CAUILLIEZ - DELAOUTRE - Tourcoing : la quasi-totalité des 850 salariés se sont mis en grève et une centaine occupent les locaux. Les revendications portent sur les augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

SOCIETE EUROPEENNE DE BRASSERIE - Nantes : les 250 employés, en grève depuis le 26 avril, ont décidé de reprendre le travail. Les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction sur leur demande d'augmentation de salaire.

Lundi 17 mai

BLANCHISSERIE DE GRENELLE - Issy-les-Moulineaux : les 850 employées (70 % d'immigrés) occupent l'usine depuis le 23 avril.

SAINT-GOBAIN - ISOVER - Orange (Vaucluse) : près de 200 grévistes ont occupé symboliquement durant près d'une heure la mairie d'Orange. Ils entendaient attirer l'attention de l'opinion publique sur leur situation. Depuis le 20 avril dernier, 80 % des 400 salariés de l'entreprise sont en grève. Les grévistes demandent des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, le respect des libertés syndicales et la révision des classifications.

Mardi 18 mai

CHARBONNAGES DE FRANCE-CHIMIE - Carling (Lorraine) : 60 % des 2.000 salariés poursuivent la grève déclenchée le 13 mai à l'appel de la CGT et de la CFDT pour des augmentations de salaire et une amélioration des conditions de travail.

METALLOS - La Rochelle : les 4.000 métallos de La Rochelle, en grève depuis le 21 avril pour des revendications salariales, se sont prononcés ce jour à 90 % pour la poursuite du mouvement. Leurs revendications portent sur les salaires, sur la réduction du temps de travail et les libertés syndicales.

CHARBONNAGES DE FRANCE-CHIMIE - Mont (Pyrénées-Atlantiques) : à la suite des travailleurs de la SNPA, le personnel de CDF-Chimie (150 personnes) s'est mis en grève avec occupation des locaux, la direction de l'entreprise ayant décidé de mettre l'usine en chômage technique en raison de l'interruption des fournitures de gaz.

C.I.I.

LES PATRONS RÉORGANISENT LES TRAVAILLEURS ORGANISENT

Depuis que le partage de l'ancienne CII en quatre sociétés différentes est connu et que la direction a annoncé que les discussions pour le nouveau statut du personnel seraient menées séparément, la colère gronde parmi le personnel.

C'est le jeudi 6 mai que le mouvement a démarré à Vélizy, où se trouve le service Maintenance des ordinateurs. Comme ces engins sont assez fragiles, il y en avait déjà plus de 50 en panne la semaine dernière, dont celui du ministère de l'Intérieur.

A Louveciennes, c'est le mercredi 12 que la grève a démarré, sur un vote de 520 personnes qui se sont prononcées pour 24 heures reconductibles.

Quant aux Clayes-sous-Bois, à peine amorcée, la grève a été suspendue par les syndicalistes à la suite d'un vote du personnel donnant... 391 voix pour l'occupation et 492 contre. Mais le lundi 17 Les Clayes et Toulouse étaient en grève.

Vendredi 14 mai, 2.000 personnes de Louveciennes et de Vélizy ont manifesté dans Paris où ils se sont fait matraquer par les flics au bas des Champs-Elysées. Pendant ce temps, une délégation syndicale était reçue par des représentants des ministres du Travail et de l'Industrie. Ce dernier s'est permis d'affirmer : « *Nous avons eu suffisamment de mal à préserver l'emploi avant la fusion, nous ne pouvons le garantir après.* » Il est difficile d'être plus cynique !

Une partie de nos impôts vient de partir sous forme de subventions aux Thomson, CGE et Honneywell. Et maintenant, ce serait à nous de payer les frais de la réorganisation !

C'en est trop, et les travailleurs de la CII ne sont pas prêts à se laisser faire.

Correspondant LO.

CEGEDUR (Issoire)

LES TRAVAILLEURS INAUGURENT A LEUR MANIÈRE

Lundi 17 a eu lieu l'inauguration en grande pompe d'une station d'épuration des huiles de laminage. Jusqu'à présent, ces huiles particulièrement polluantes étaient stockées en bordure de l'Allier dans des bacs de décantation et, par infiltration lors des crues, l'eau ainsi que les riverains étaient régulièrement pollués.

Au bout de vingt ans, obligé de supprimer ces bacs de décantation au-dessus desquels une autoroute doit être construite, Cégédur a dû se résoudre à la dépense de cette station. Faisant de nécessité vertu, la direction a fait toute une publicité sur cette station.

L'inauguration a eu lieu en présence de toutes les autorités : sous-préfet, député, autorités militaires. Les seuls à ne pas être invités étaient les travailleurs. Qu'à cela ne tienne, nous nous sommes invités nous-mêmes.

A l'arrivée des autorités, nous avons tous quitté le travail et fait une haie d'honneur à ces messieurs, visiblement gênés de notre présence. Pour les aider à se ressaisir, un tract expliquant notre présence leur fut distribué et, avant qu'ils puissent repartir, nous les bloquions au milieu de nous afin qu'ils puissent écouter un délégué rappeler de vive voix les revendications des travailleurs de Cégédur en matière d'hygiène et de sécurité. Car les premiers à subir la pollution de l'usine, c'est bien nous et nous en avons assez !

Après les avoir bloqués dix minutes - un quart d'heure, nous avons laissé partir ces messieurs qui, nous l'espérons, étaient contents de l'inauguration.

Correspondant local.

ERICSSON (Colombes-92)

TROIS JOURS DE GRÈVE DES PERFOS

Les 19 perfos du service Informatique ont fait grève pendant trois jours et demi. Elles voulaient obtenir :

— La suppression des disparités de salaire (qui vont de 2.200 F à 2.900 F) ;

— la suppression du travail au rendement ;

— plus d'égards de la part du chef de service.

Dès le début, elles ont mis sous clé leurs documents de travail pour éviter qu'ils ne soient traités à l'extérieur. La direction les a menacées de sanctions et même de licenciements, pour récupérer ses dossiers. Elle a même envoyé un huissier. Finalement les documents ont été récupérés au cours d'une fouille en l'absence des grévistes. Les perfos ont obtenu une amélioration des conditions de travail dans l'immédiat et... des promesses de réajustement de salaire pour le mois de juillet.

Elles ont jugé ce résultat comme positif, mais restent prêtes à réagir si les promesses ne sont pas tenues.

Ce qui est remarquable dans cette grève, c'est la solidarité qui a uni les perfos entre elles, puisque les mieux payées faisaient grève pour que les autres obtiennent le même salaire qu'elles.

LES TRAVAILLEURS FACE AUX PATRONS

LACQ

La direction sanctionne, les syndicats tergiversent

Les syndicats CGT, CFDT et FO du Gaz de Lacq ont manifesté leur opposition à un regroupement imminent entre le groupe pétrolier Elf-ERAP et la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, et décidé d'abaisser la production de 42 % du 13 au 18 mai, mesure bien limitée et qui a fait l'objet d'une négociation préalable avec la direction !

Mais celle-ci a décidé que le personnel posté aurait son salaire diminué de la valeur de la baisse de production. Les travailleurs du quart, eux, refusent cette mesure et n'acceptent pas d'effectuer la relève.

La direction arrête alors la production et ferme l'usine, lockoutant la majorité du personnel. « *Depuis quinze ans,* déclare-t-elle à la presse, *nous entretenions de mauvaises habitudes. Maintenant c'est terminé.* » La direction envisage « *des sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement* » pour 150 travailleurs environ.

Face au coup de force de la direction, les syndicats ont une attitude piteuse. Ils n'avancent aucune revendication si ce n'est un très vague « *tous ensemble sauvons la région* » et réclament la reprise de la production.

Lundi 17 mai, une manifestation syndicale a rassemblé un millier de travailleurs de la SNPA Mais manifestement l'ambiance n'est pas à l'offensive. Pourtant il n'est pas question pour les travailleurs de Lacq de laisser 150 d'entre eux à la merci d'une direction prête à frapper.

Hospices civils de Lyon

L'administration recule

Mardi 18 mai. Les hospitaliers ont entamé leur troisième semaine de grève. Elle est toujours diversement suivie, d'autant plus que la CGT et la CFDT préconisent des formes d'action différentes! La CGT anime la grève depuis le début ; la CFDT s'est ralliée au mouvement à sa manière, plus tard, et essaie d'organiser des formes d'action « nouvelles » : grève administrative et soins gratuits. Le personnel soignant reste hors de la grève. Le sommet de la grève a été atteint le 13 mai, où les grévistes se sont retrouvés plus nombreux et ont formé un cortège combatif et remarqué dans la manifestation interprofessionnelle.

C'est bien cette combativité qui a obligé l'administration à négocier et à satisfaire certaines revendications catégorielles (femmes enceintes, enfants malades, radios, aide-radios, garçons de services, travailleurs antillais et réunionnais).

Mais pour les revendications essentielles, en particulier le paiement des 13 heures supplémentaires, il n'y a encore que des promesses : le directeur des hospices civils de Lyon, Veyret, et le maire, Pradel (président des HCL), sont partis à Paris, sans doute pour en discuter. Simone Veil, va-t-elle se décider à les accorder ? Les grévistes y tiennent et sont bien décidés à ne pas reprendre tant qu'ils ne les auront pas.

Correspondant LO

NÉOGRAVURE (Corbeil)

Un vote insolite

A la Néogravure, à Corbeil, Jeanson, le directeur-gérant, a annoncé au début du mois son intention de procéder à 1.200 licenciements. Cela fait partie de son plan de « redressement ». Au début de l'année, il était déjà question de 480 licenciements.

A ces propositions inacceptables, la CGT, suivie de la CFDT, a répondu en décidant de « consulter » le personnel du groupe : Néogravure, Victor-Michel. La CGT a donc organisé un vote en demandant aux travailleurs de se prononcer pour ou contre ce fameux plan comprenant entre autes les 1.200 licenciements. Le vote a eu lieu le 6 mai, et fort heureusement, une majorité (64 %) s'est prononcée contre les licenciements.

Mais que voulait donc la CGT à travers cette consultation plus que bizarre ? Depuis quand les syndicats, qui disent lutter contre les licenciements proposent-ils un vote là-dessus ?

Jeanson est décidé à négocier les licenciements, et bien d'autres choses encore, qui sont autant d'attaques contre les travailleurs.

Combien de temps encore la CGT continuera-t-elle à s'opposer autrement qu'en paroles aux licenciements ? En tout cas, un tel vote laisse apparaître une politique contradictoire, contraire aux intérêts des travailleurs.

Correspondant local.

...ET FACE AUX BUREAUCRATES SYNDICAUX

RENAULT-FLINS

La CGT reçoit la monnaie de sa pièce

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu à Flins le mercredi 19 mai, et les résultats montrent un net recul de la CGT, par rapport à l'année passée :

	Inscrits	Votants	Abstent.	Blancs	Exprimés
1975	17.783	13.466	4.317	1.161	12.305
1976	17.840	12.740	5.100	1.342	11.398

	1975	1976	Différence
CGT	7.160	5.265	— 1.895
CFDT	3.520	4.584	+ 1.064
FO	1.625	1.549	— 76

En perdant ainsi près de 2.000 voix par rapport à l'année passée, la CGT paie la note de la politique menée ces derniers mois à Flins.

Le syndicat CGT de l'usine a choisi d'éliminer les révolutionnaires. C'est ainsi que cinq militants avaient été écartés des listes de délégués du personnel, contre l'avis des sections syndicales de leurs ateliers qui les avaient proposés, et celui des travailleurs. Eh bien, cette décision antidémocratique n'est pas restée sans réponse.

Les militants écartés avaient fait campagne pour l'abstention, afin qu'il puisse y avoir des élections libres à un second tour si le quorum n'était pas atteint au premier. Cet objectif n'a pas été atteint. mais le nombre d'abstentions, bulletins blancs ou nuls a augmenté de 964 par rapport à 1975, ce qui est un résultat non négligeable. De même peut-on considérer comme un désaveu des méthodes des bureaucrates CGT les 1.064 voix gagnées par la CFDT.

La CGT a perdu plus du quart de ses voix, elle a surtout perdu la confiance de bien de ses membres, et des plus actifs. Les travailleurs, les syndiqués du rang n'ont guère les moyens de s'opposer à l'arbitraire des bureaucrates, mais ils ont profité des élections pour les désavouer publiquement. C'est une leçon.

CRÉDIT-LYONNAIS RILLIEUX (Rhône)

Des ratures significatives

Les élections se sont déroulées pour l'ensemble du Crédit Lyonnais le 13 mai. Pour le centre de Rillieux, dans la banlieue de Lyon, les résultats se sont décomposés ainsi :

COLLEGE EMPLOYES

Année	inscrits	votants	exprimés	CGT	CFDT	FO
1976	528	388	364	120	119	125
1975	592	414	390	160	117	105

Par rapport à 1975, la CGT perd donc des voix, mais ce qui est surtout significatif, c'est que le grand nombre de ratures sur la liste CGT, ratures qui lui ont fait perdre un siège.

En effet, cette année la CGT avait refusé de mettre sur la liste deux militants syndicaux à cause de leur sympathie pour Lutte Ouvrière et en particulier un délégué sortant. On reprochait à ces deux camarades d'avoir des idées divergentes sur le CE et d'avoir organisé une réunion sur le temps de travail dans un service pour discuter avec les employés de problèmes de salaires.

Les deux militants écartés étaient connus par la plupart des employés comme des militants combatifs. La seule solution qui restait à ceux qui désapprouvaient ces méthodes de bureaucrate était de raturer, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire.

Voilà à quoi mène la politique des bureaucrates syndicaux : ils préfèrent perdre un délégué plutôt que d'avoir des révolutionnaires parmi eux.

Correspondant LO.

TRI POSTAL CLIGNANCOURT : QUAND UN RESPONSABLE CGT FAIT TOUT POUR FAIRE LICENCIER UN AUXILIAIRE

Un jeune auxiliaire de Paris Tri Clignancourt, militant CFDT, connu pour ses idées révolutionnaires, est, à la suite d'une altercation avec un cheffaillon, menacé de licenciement. Cette altercation s'était produite en public et s'était terminé par une légère bousculade. C'est alors que le responsable CGT du service, militant du PCF, intervint en faveur du chef en criant : **« J'ai tout vu, je suis d'accord pour témoigner, fais un rapport ».** Et le chef et le délégué rédigèrent tous deux des rapports au directeur, rapports dans lesquels ils rendent l'auxiliaire entièrement responsable de l'incident.

Les travailleurs du service réagirent à leur tour en établissant des témoignages rectifiant la vérité sur l'incident. Mais le lendemain les responsables de la section CGT allèrent en délégation chez le directeur pour mettre en garde ce dernier contre **« la poignée de provocateurs qui sèment le désordre dans le centre ».** Fort de cet appui, le directeur refusait de prendre en compte les dépositions des témoins.

Le lendemain, à l'assemblée du personnel, la CFDT appelait à faire grève pour défendre notre camarade. Le secrétaire de la CGT y prit la parole pour expliquer que la réunion ne devait porter que sur la journée d'action du 13 mai dans la Fonction publique ; le secrétaire CGT dut finalement quitter la salle sous les huées.

Et l'assemblée a voté à la majorité la grève pour le lendemain. Malgré cette grève de protestation le chef de centre a transmis le dossier à la direction de la ligne. Il faut donc continuer à faire pression pour faire reconnaître les faits et arrêter toute menace.

Correspondant LO.

LIVRES

DEUX LIVRES DE LUCIEN BODARD :

Monsieur le Consul et Le fils du Consul

Lucien Bodard, journaliste à **France-Soir,** auteur entre autres d'un certain nombre de livres d'intérêt divers et de contenu souvent contestable sur l'Indochine, a raconté son enfance dans deux livres : **Monsieur le Consul** et **Le fils du Consul.** Le Consul, c'est son père qui entre comme employé aux Affaires étrangères en Indochine en 1902 et se retrouve à partir de 1906 interprète, puis plus tard Consul de France en Chine.

Il est d'abord en poste à Tcheng-Tu, **« capitale du Sse-Tchouan, une des provinces les plus arriérées d'une Chine plongée encore dans l'époque de Confucius ».**

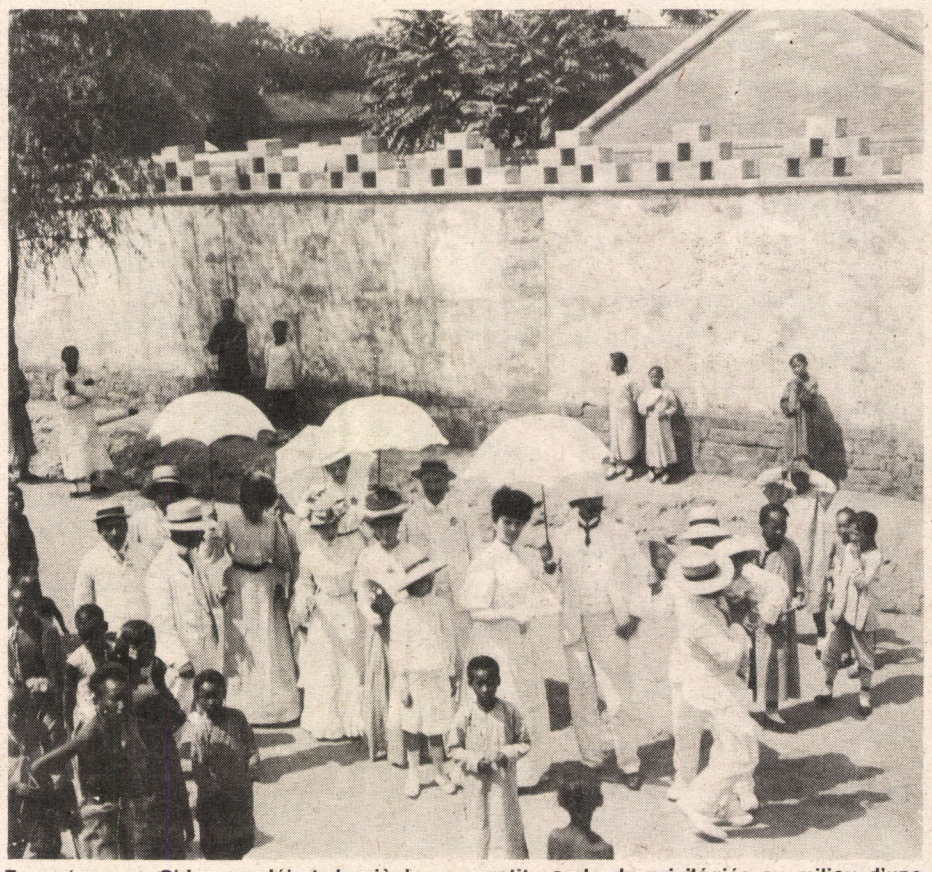
Lucien Bodard enfant, est élevé par des serviteurs chinois, parle et vit à la chinoise. Protégé par sa qualité de fils de consul, il déambule dans un univers aussi raffiné que barbare où l'étalement du plus grand luxe côtoie la plus terrible des misères et où les milliers de paysans venant mourir de faim aux pieds des remparts de Tcheng-Tu sont un spectacle quotidien.

Dans le premier livre, **Monsieur le Consul,** qui vient d'être réédité par le Livre de Poche, Lucien Bodard raconte comment cette Chine moyenâgeuse, démembrée et dépecée par des « seigneurs de guerre » va se heurter brutalement à l'agression militaire et économique des puissances occidentales et comment dans cet univers en décomposition, Européens et seigneurs de guerre, gangsters et trafiquants de drogue vont bâtir des fortunes au détriment d'une population misérable.

Le deuxième livre, **Le fils du Consul,** est consacré à une autre période de sa vie, un peu plus tard, lorsque son père est nommé Consul de Yunan Fu. Là, la colonie française est plus nombreuse et plus proche d'Hanoi, alors centre des intrigues françaises en direction de la Chine, puisque Yunan Fu est le terminus de la ligne de chemin de fer français qui relie Hanoi à la province chinoise du sud. Ses souvenirs sont moins en rapport avec la Chine, moins prenants aussi que dans le premier livre. Sans doute, comme il le dit lui-même, il est resté sentimentalement plus attaché aux souvenirs de sa première enfance dans le Sse-Tchouan qu'à ce nouveau milieu de fonctionnaires occidentaux aux colonies.

Lucien Bodard plonge avec une complaisance et une nostalgie manifestes dans ce que la Chine des seigneurs de guerre avait de barbare. Ses souvenirs reconstitués à plus d'un demi-siècle de distance, portent la marque personnelle de l'auteur, quelque peu porté apparemment vers l'outrance et le cynisme. Les deux livres — et surtout le premier — sont cependant captivants. Sur la Chine de l'époque, sur sa vie quotidienne, d'une part ; mais il y a également des pages bien senties sur les intrigues, les manœuvres d'un impérialisme français qui n'avait pas toujours les moyens de ses ambitions en Chine.

Irène BROSSARD.



Européens en Chine au début du siècle : un petit cercle de privilégiés au milieu d'une misère profonde. (Ph. Viollet)

Monsieur le Consul, **de Lucien Bodard. Le Livre de poche. 9,50 F.**

Le fils du Consul, **de Lucien Bodard. Editions Grasset.**

Le placard

de Jeanne RIBAUCOUR

EDITIONS DES FEMMES

Un « placard », c'est ainsi que l'auteur voit la maison de vieillards, tenue par des religieuses, dans laquelle elle finit ses jours. Ecartée de la vie active par la maladie, elle est aussi écartée de la vie sociale. Ce n'est pas que ses enfants soient particulièrement durs, mais leur mode de vie, leur travail ne leur permettent pas plus qu'à la majorité des citadins de la garder avec eux, bien qu'ils aient les moyens de lui assurer des conditions matérielles de vie sans problème.

Et c'est comme une mise au rencard que Jeanne Ribaucour ressent sa retraite forcée.

Confinée désormais dans un univers de nonnes et de vieillards, elle ne s'adapte qu'avec révolte et déchirement à l'idée de la décrépitude physique et de la mort. Et le bilan de sa vie qu'elle tente de dresser est d'autant plus amer que, prisonnière d'une éducation traditionnelle, elle n'a pas le sentiment de l'avoir pleinement vécue. Après quelques années d'un mariage raté avec un homme coureur de jupons, c'est à ses enfants qu'elle s'est entièrement consacrée, et dans ces conditions la retraite représente pour elle un grand vide devant lequel elle reste démunie.

Ces sentiments, ce drame, qui sont le lot de millions d'hommes et de femmes devant la vieillesse et la mort, sont décrits avec sensibilité, dans *Le placard,* mais aussi avec complaisance. Ce qui est d'autant plus irritant que le sort de cette femme reste un sort somme toute privilégié, par rapport à celui de tant de personnes âgées. Car, malheureusement, la vieillesse se présente bien plus souvent dans notre société sous l'aspect de la misère et de la solitude totale.

Christiane Le Guern

Le placard, *de Jeanne Ribaucour. Editions des femmes.*

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

de Jean ZIEGLER

Chacun sait que les bourgeois français vont volontiers cacher leur argent en Suisse. Mais sait-on que la fortune française déposée dans les banques suisses est supérieure au budget annuel de l'Etat français?

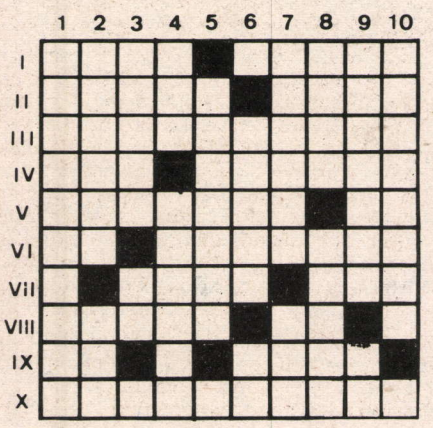
Dans ce petit livre qui, paraît-il, fait scandale en Suisse, l'auteur, professeur de sociologie et député socialiste de Genève se propose de déchirer le mythe de la Suisse démocratie modèle, petit pays laborieux ne cherchant qu'à apaiser les conflits internationaux. Il veut démontrer que la Suisse est une pièce importante de l'impérialisme mondial par son rôle de véritable recéleur international pour les bourgeois du monde entier. Que sa prospérité repose sur l'exploitation éhontée de milliers de Brésiliens ou de Noirs sud-africains, que sa fameuse démocratie cache bien mal la domination d'un tout petit nombre d'hommes qui, tantôt à la tête de l'Etat, tantôt à celle des grandes sociétés, se partagent la direction du pays. Et que « *s'il existe en Suisse un mouvement ouvrier, une gauche* » ceux-ci sont « *piégés* ».

Des intentions fort sympathiques, on le voit. Malheureusement, au lieu d'être simplement le bon pamphlet qu'on attendait, le livre tourne trop souvent au mauvais essai de sociologie dans lequel, pour ne pas dire grand chose on se croit obligé d'employer un langage fort obscur, ou bien tente de se lancer dans une théorie de « l'impérialisme secondaire », tâche qui dépasse l'auteur, comme il le reconnaît d'ailleurs lui-même.

Jean HAINAUT.

Une Suisse au-dessus de tout soupçon *de Jean Ziegler - Editions du Seuil - 25 F*

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Dompte - Faire fonctionner des cellules. — II. Comme la brebis - Greffe. — III. Partisans d'une augmentation de la production. — IV. Les plis y passent - Tiennent leur poste sur le terrain. — V. Facilité - Se dit en tapant du pied. — VI. Terre pour les anciens - Elles ont perdu le fil. — VII. Verts - Dans les toiles. — VIII. Complice - A moitié décrépit. — IX. Ile - Lac. — X. Numéral en deux mots (pluriel).

VERTICALEMENT. — 1. Vieux révolutionnaire. — 2. Pépin - Prénom. — 3. Poulbots - En colle. — 4. Pépinière de ministres et d'aspirants ministres - Ventiliez. — 5. Filin. — 6. Ils avaient leur empire au Pérou - Commence un écrit. — 7. Demeurer - Bon ou mal, suivant les cas. — 8. Manche de pinceau - Métal. — 9. On n'en voit donc pas le bout - Conjonction. — 10. Rumine.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	T	E	L	E	G	R	A	M	M	E
II	A	R	A	S	■	E	P	I	E	R
III	P	E	R	C	E	P	T	E	U	R
IV	I	■	B	A	T	A	I	L	L	E
V	S	O	I	R	■	S	T	■	I	U
VI	S	I	N	G	E	■	U	S	E	R
VII	E	S	S	O	R	■	D	U	R	S
VIII	R	I	■	T	I	B	E	R	E	■
IX	I	F	S	■	N	I	■	I	S	E
X	E	S	P	I	E	G	L	E	■	N

FILMS FILMS FILM

sélection

FILMS POLITIQUES

Avec le sang des autres : La Clef (5e).

L'honneur perdu de Katharina Blum : Quintette (5e) - Luxembourg (6e) - Elysées Point Show et St Lazare Pasquier (8e) - 14 Juillet (11e).

Le juge et l'assassin : Capri (2e) - Studio Rivoli (4e) - Studio Alpha (5e) - Balzac (8e) - Saint-Ambroise (11e) - Athéna (12e) - Paramount Montparnasse (14e) - Royal Passy (16e) - Ternes (17e).

La prime : La Clef (5e).

La terre de la grande promesse : Styx (5e).

Le chagrin et la pitié : Studio Marigny (8e).

AUTRES FILMS

L'argent de poche : Saint-Germain Huchette (5e) - Monte-Carlo (8e) - Saint-Lazare Pasquier (8e) - Gaumont Sud (14e) - Montparnasse Pathé 74 (14e) - Trois Murat (16e) - Calypso (17e).

La fête sauvage : Studio Raspail (14e) - Secrétan (19e).

Orfeu Negro : Kinopanorama (15e).

Tout, tout de suite : Les Cinoches de Saint-Germain (6e).

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Capri (2e) - Boul' Mich' (5e) - Paramount Odéon (6e) - Publicis Champs-Elysées et Publicis Matignon (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Bastille (12e) - Paramount Gobelins (13e) - Paramount Montparnasse et Paramount Orléans (14e) - Passy (16e) - Paramount Maillot (17e) - Secrétan (19e).

Le bon et les méchants : Saint-Lazare Pasquier (8e).

Casque d'or : Cinéma des Champs-Elysées (8e).

Le dictateur : Champollion (5e).

Duel : Gaumont Théâtre (2e) - Hautefeuille (6e) - Convention (15e).

Les enfants du paradis : Jean Cocteau (5e) - André Bazin (13e).

Macadam cowboy : Cinéma Présent La Villette (18e).

Parfum de femme : Escurial (13e) - Paris Loisirs - Bowling (18e).

— Dans le cadre d'un festival « la fête italienne », à l'Olympic (14e), passent notamment **L'affaire Mattei** et **Les hommes contre.**

Nous nous sommes tant aimés : Quartier Latin (5e) - Elysées Lincoln, Madeleine et Marignan (8e) - Nation (12e) - P.L.M. Saint-Jacques (14e) - Cambronne (15e).

L'arnaque : Maillot Palace (17e).

Avec le sang des autres

de B. MUEL

Voilà un film sur la toute puissance d'une entreprise, Peugeot, dans une région, celle de Montbéliard. Ce n'est pas seulement l'usine qui appartient à la firme, mais aussi bien les cités ouvrières, pourtant payées à l'origine par les travailleurs, ou... l'équipe de football. Un ouvrier âgé raconte comment il est allé à l'école Peugeot...

C'est toute l'histoire de cette entreprise, en juin 36 ou en mai 68, et de cette région qui nous est brièvement retracée, soit par des interviews d'ouvriers, le plus souvent des militants CGT, soit par des films d'actualité. Mais c'est surtout la vie ordinaire qui nous est ici montrée, travail sur les chaînes ou vie « privée ». La violence directe ne semble s'exercer que rarement. Mais de tout le film, comme l'ont voulu les réalisateurs, se dégage une sensation d'oppression et de violence, celle de la loi d'un seul capitaliste imposant sa volonté et réglant, en la gâchant, la vie de dizaines de milliers de personnes, et tout cela bien sûr avec la protection des lois et de la police.

En complément à ce film est projeté un documentaire datant de l'été 75 sur la **Guerre du peuple en Angola,** fait du point de vue du MPLA.

Jean HAINAUT.

La Clef (5e).

Le pont de singe

de HARRYS et SEDOUY

Harrys et Sédouy, les auteurs du **Voyage à l'intérieur du Parti Communiste Français,** nous invitent avec **Le pont de singe** à un voyage, filmé cette fois, à l'intérieur de l'armée française.

Voyage ? Plutôt survol. Le sujet, selon une méthode chère aux auteurs, est appréhendé à travers une série d'interviews. C'est ainsi que s'expriment des anciens combattants de la guerre de 14, des prisonniers de la Seconde Guerre mondiale, des résistants. Les réalisateurs consacrent aussi une large place aux problèmes actuels dans l'armée : des soldats du contingent, des officiers, des élèves de Saint-Cyr parlent du malaise de l'armée, discutent de la place de l'armée dans la nation, de la mission de cette armée...

Les témoignages sont d'un intérêt tout à fait inégal. Certains sont inintéressants au possible, d'autres franchement exaspérants par leur platitude. Le film est cependant sauvé par des interventions qui viennent rompre cette monotonie. En particulier, l'atmosphère qui peut régner dans une école comme Saint-Cyr est bien vue : l'esprit de corps, l'exaltation de la mission sacrée de l'armée, la haine du communisme inculquée aux jeunes générations par des instructeurs qui-ne-font-pas-de-politique rappellent le danger mortel représenté par la caste militaire.

Il n'est pas possible de savoir ce que les réalisateurs pensent eux-mêmes de l'armée. L'intérêt qu'ils semblent porter au témoignage du général de la Bollardière, qui est longuement invité à s'expliquer, porte à croire qu'ils sympathisent avec la non-violence.

Rien, en tout cas, ne fait de ce film un film antimilitariste. Et si **Le pont de singe,** au détour des conversations, aborde certains aspects du rôle et de la fonction de l'armée, ce n'est que d'une manière incidente.

François DELAIN.

Pousse-Pousse

Film camerounais de Daniel KAMWA

Au départ, c'est un film touristique, financé notamment par la compagnie aérienne camerounaise et destiné à faire la publicité du pays en Europe et aux USA. Les vues de Douala alternent avec des scènes de danses africaines, qui font parfois ressembler le film à une comédie musicale.

Le réalisateur ne manque pas de talent. On se laisse prendre à cette histoire de **Pousse-Pousse,** le jeune Camerounais qui a bien du mal à accumuler l'argent nécessaire pour payer la dot indispensable pour épouser sa bien-aimée. Des femmes malicieuses, l'épouse et les autres filles du futur beau-père grippe-sous, lui seront d'une aide précieuse.

Il ne faut pas chercher dans ce film une dénonciation virulente des tares sociales d'un pays sous-développé : tout le monde a l'air de beaucoup s'amuser, les attaques contre les personnages les plus ignobles ne sont pas bien méchantes et les bidonvilles ressemblent à des cités-jardins agréables. Tel quel, une fois admis ce parti pris — encore faut-il l'admettre — le film n'est pas dénué d'intérêt.

Jean HAINAUT.

Vincent mit l'âne dans un pré...

de Pierre ZUCCA

Un premier problème se pose au spectateur moyen : celui de comprendre de quoi il s'agit dans ce film. Pas si facile que cela ! Mais essayer de comprendre, outre la satisfaction intellectuelle qu'éprouve celui qui a réussi, représente un avantage supplémentaire : le temps passe plus vite !

Finalement, voici l'explication proposée, sous toutes réserves : le film traite des relations entre un père et son fils. Le père se fait passer pour aveugle pour bénéficier de la présence quotidienne et attentive de son fils. Lequel finit par se rendre compte que son père voit parfaitement et qu'il vit même tout à fait normalement... puisqu'il entretient des relations privilégiées avec une charmante jeune femme. Comme on peut s'en douter, le fils n'est pas enchanté quand il découvre la supercherie. Pour tout arranger, le même fils découvre aussi que sa petite amie n'hésite pas à se servir de tous ses charmes pour faciliter sa carrière. Il va donc de déception en déception... Il n'est pas le seul !

F.D.

FILMS FILMS FILM

La dernière femme

de Marco FERRERI

Marco Ferreri, réalisateur de **La grande bouffe** aurait, dit-on lancé une véritable bombe avec son nouveau film : **La dernière femme.** Et l'on parle de scandale, voire de provocation, à propos de l'histoire d'un couple qui n'arrive pas à se constituer, à cause du phallocratisme de l'homme.

Un couple ? C'est là beaucoup dire car tout au long de la projection le phallus est le seul trait d'union qui existe entre l'homme et la femme.

L'homme lui, se réduit effectivement à son sexe. Il erre nu dans son appartement, le regard sans cesse rivé au-dessous de la ceinture et ses pensées suivant, on ne peut plus fidèlement son regard. C'est le mâle, prétendument sûr de lui, tour à tour égoïste, dominateur, protecteur, violent et quelquefois sadique. La femme, quant à elle, n'est là que pour révéler les phantasmes de Depardieu. Ce n'est qu'un bel objet, jouant de sa féminité, souvent complaisante mais qui parfois résiste et se dérobe. Alors, le mâle se retrouve seul, perdu. Son sexe devient inutile et (par désespoir ou par vengeance ?) il s'allège finalement de son unique centre d'intérêt.

« Il faut réinventer le couple et ne pas le réduire à une simple question de rapports de forces.... Il faut inventer d'autres possibilités. Voir autrement la paternité, l'amitié, le couple » affirme Ferreri dans une interview donnée au journal **Le Monde.** Mais est-ce bien là l'objet du film ? S'il s'agissait effectivement de dénoncer les comportements répressifs de l'homme, on ne pourrait (la forme mise à part) qu'y souscrire. Mais de toute évidence, le propos du metteur en scène n'est pas de « réinventer le couple ». Au contraire même, Ferreri, dans ce qu'il nous présente, le réduit volontairement à de simples échanges sexuels. A aucun moment, il ne suggère l'idée que d'autres rapports affectifs, émotionnels, sociaux doivent et peuvent s'établir entre l'homme et la femme.

Son film n'est donc qu'une succession d'images bien peu renouvelées, complaisantes aux préjugés réactionnaires parce que distillant le sadisme et le masochisme.

Et pour s'être complu à nous décrire un univers uniquement restreint aux préoccupations du sexe, le film de Ferreri, tout comme le couple qu'il nous présente, ne secrète que l'ennui et le désintérêt.

Georges LATTIER.

La surprise du chef

de Pascal THOMAS

Le rédacteur en chef d'une grande revue, style cadre jeune et dynamique, reçoit une longue lettre de Papinou, un de ses anciens copains de province, du temps où il n'était que petit journaliste dans une feuille de choux locale à Brisoire en Vendée.

C'est le prétexte à raconter l'histoire de ces deux copains, à la belle époque de leur jeunesse, il y a quinze ans : l'un le journaliste, Don Juan local qui réussit tout ce qu'il entreprend, l'autre Papinou, chef cuisinier d'un restaurant de second ordre, le restaurant du chef-lieu, qui ne réussira jamais, lui, à décrocher ce qu'il convoite plus que tout, une étoile au Michelin, pas plus qu'à séduire la jeune étudiante dont il est tombé amoureux.

C'est le prétexte à une comédie légère, dans la tradition, sans grande prétention et qui se laisse voir malgré quelques platitudes.

Cécile BERNIER.

LE FESTIVAL DE CANNES :

La palme du commerce

Comme chaque année, au mois de mai, le Festival de Cannes fournit à l'industrie du cinéma l'occasion d'une campagne publicitaire d'une ampleur internationale. Cette année, les vieilles gloires d'Hollywood, tout spécialement débarquées sur la Croisette, sont venues redonner au Festival un lustre que les années avaient un peu terni. Et l'on parle même pour le Festival d'un nouveau départ.

Nouveau ? On ne voit guère ce qui peut différencier les objectifs du Festival 76 des précédents. Il s'agit toujours, au travers des films sélectionnés, de ceux qui reçoivent un prix, que ce soit au titre de la mise en scène, de l'interprétation, ou du scénario, etc... de revigorer l'industrie cinématographique.

Il est d'ailleurs significatif que les prix et les jurys parallèles se soient multipliés depuis les débuts du Festival. La pellicule est un placement, et le cinéma une industrie comme les autres, dans laquelle des capitalistes comme les autres - appelés producteurs en l'occurence - investissent des capitaux considérables. Et comme pour eux aussi, la condition de la rentabilité est la vente du produit, ils consacrent un budget important à la publicité, pour remplir les salles de cinéma le plus longtemps possible. De ce point de vue, le Festival de Cannes constitue une opération apparemment intéressante. Et vu les puissants intérêts en jeu, on peut être certain que les critères qui président à la sélection des films présentés ne sont pas d'un ordre exclusivement artistique... Pas plus que ceux qui président au choix final du jury, un choix savamment dosé pour tenter de ménager un peu tout le monde.

L'art — 7e ou pas — n'a pas grand-chose à faire dans cette grande foire commerciale.

Et, finalement, elle s'en embarrasse assez peu si on en juge par les commentaires de la presse et de la radio - télévision, alimentés pour une large part par les potins et les mondanités dont s'entoure ce genre de festivités.

Il n'y a pas là de quoi s'étonner. Le film est dans la société capitaliste une vulgaire marchandise ; tout comme le livre, ou plus généralement tout ce qui peut être instrument de culture.

Christiane Le Guern

TELE TELE TELE

sélection

SAMEDI 22 MAI

ANTENNE 2 - 20 h30 - **Sarah Vaughan** interprète plusieurs chansons enregistrées au Théâtre Chaillot à Paris en 1975.

DIMANCHE 23 MAI

FR3 - 11 h 30 - **Immigrés parmi nous.** Une émission qui aborde le problème du travail des femmes immigrées, et celui des immigrés clandestins.

TF1 - 13 h 20 - **Le petit rapporteur,** de Jacques Martin.

TF1 - 19 h 17 - Les animaux du monde, de F. de la Grange : **Les insectes.**

FR3 - 20 h 05 - **Les animaux chez eux** : une étude de la vie animale dans les marais du Michigan aux Etats-Unis.

TF1 - 20 h 30 - Film : **Les caïds,** de Robert Enrico avec Serge Reggiani, Jean Bouise, etc. - Un film qui fait la part belle aux gangsters.

FR3 - 22 h 30 - Film : **Trois camarades,** de F. Borzage avec Robert Taylor.

LUNDI 24 MAI

FR3 - 19 h 40 - Tribune libre : **René Dumont.**

TF1 - 20 h 30 - Film, dans le cadre de l'émission l'Avenir du futur : le **Mystère Andromède,** de Robert Wise.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Le hasard et la violence,** de Philippe Labro avec Yves Montand.

ANTENNE 2 - 21 h 50 - Documentaire : **La moisson,** un tableau de Brueghel qui nous fait découvrir la vie paysanne de son temps.

MARDI 25 MAI

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Les dossiers de l'écran** sont consacrés à un montage de documents sur Pétain, ce militaire qui fut toujours un fidèle serviteur des possédants, en 1915 lorsqu'il faisait fusiller les soldats mutinés comme en 40, la tête du régime de Vichy.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Barbe Noire, le pirate,** de Raoul Walsh. Un film qui met en scène les corsaires de la fin du 17e siècle.

TF1 - 21 h 30 - **Ces années-là : 1961.** Une nouvelle émission réalisée par le très réactionnaire Michel Droit.

MERCREDI 26 MAI

FR3 - 20 h 30 - Film : **Lucky Luciano** de Francesco Rosi, avec Gian Maria Volonte et Rod Steiger. La dénonciation de la collusion entre gouvernants, capitalistes, policiers et hommes de la Maffia.

JEUDI 27 MAI

FR3 - 20 h 30 - Film : **La grande illusion,** de Jean Renoir. Avec Jean Gabin, Pierre Fresnay, etc.

VENDREDI 28 MAI

FR3 - 20 h 30 - **Vendredi** propose une émission sur **Le Crédit.** L'enquête est menée par Philippe Madelin, auteur de « I comme Immobilier » et connu pour ses sympathies de gauche.

FR3 - 21 h 30 - **América, le Tocsin dans la nuit.** Une émission présentée à l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis. L'esclavage dans les provinces du Sud et l'industrialisation de la culture du coton seront abordés.

SAMEDI 29 MAI

FR3 - 20 h 30 - **Don Carlos,** Opéra de Verdi.

DIMANCHE 30 MAI

TF1 - 19 h 45 - **Les animaux du monde.**

ANTENNE 2 - 21 h 50 - **Ardéchois cœur fidèle.**

FR3 - 20 h 05 - **Les animaux chez eux.**

la politique au rendez-vous

DES STANDS POLITIQUES

DES DEBATS ET FORUMS

La fête de Lutte Ouvrière est avant tout un immense rassemblement politique. Rassemblement d'extrême-gauche, rassemblement de tous les amis de Lutte Ouvrière, de tous ceux qui sympathisent avec nos idées, avec notre combat.

Pour soutenir Lutte Ouvrière, pour manifester leur sympathie avec les militants qui, d'un bout à l'autre de l'année, défendent les idées révolutionnaires dans les entreprises, des milliers de travailleurs viennent à la fête. Avec leur famille, avec leurs amis. Marquée essentiellement par cette présence ouvrière, qui atteste du fait que les révolutionnaires sont présents et bien présents parmi les travailleurs, la fête rassemble aussi de nombreux jeunes, des étudiants, des lycéens, des collégiens.

Dans toute la fête, cette foule d'amis et de camarades discute, s'arrête près des nombreuses expositions, participe à des forums, manifeste, de mille et une manières, son intérêt pour les questions politiques. Ainsi la fête de Lutte Ouvrière, notre fête, apparaît-elle comme l'un des événements qui atteste de la vitalité de l'extrême-gauche révolutionnaire dans ce pays.

GROUPES FRANÇAIS

Collectif d'alphabétisation, le Collectif écologique du Parisis, le Comité de liaison des Objecteurs de conscience, Combat Communiste, Coordination anarchiste, Ecole Emancipée, l'Expression Spontanée, Femmes travailleuses en lutte, le Groupe de Libération des Homosexuels, le Groupe de Libération des Homosexuels « Politique et Quotidien », le GAEL, l'ICEM (groupe de pédagogie Freinet), Ligue Ouvrière Révolutionnaire, Ligue Communiste Révolutionnaire, Ligue Trotskyste de France, **Libération, Lutte Antimilitariste, Lutte Occitane,** le Mouvement International de la Réconciliation, le Parti Communiste Révolutionnaire Trotskyste, Pour une Intervention Communiste, La Porte du Virage (groupe antimilitariste non-violent). Les Psychiatrisés en lutte, **Le Prolétaire,** Révolution !, Révolution Internationale, l'Union des Athées, Union Ouvrière, le SAT-Amikaro (groupe espérantiste).

GROUPES ETRANGERS

Des USA viendront : le groupe SPARK et le SWP D'Angleterre : International Socialism, Revolutionnary Communist Group, Workers'League, International Communist League, Claimants'Union.

D'Allemagne viendront : Trotskistische Liga Deutschlands et Spartakusbund. D'Italie : la Frazione Marxista Revolucionaria, Lotta Communista. Des Antilles : le groupe Combat Ouvrier.

L'Espagne sera représentée par le PORE, Tribunal Socialista, LCR (ETA VI). Seront aussi là : l'UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes) ainsi que l'Association des Etudiants Latino-américains en France, le Comité de soutien à la révolution en Oman, le Comité de solidarité avec le peuple bolivien, l'Union des Marocains en France.

ATTENTION : MERCREDI 26 MAI, DERNIER DELAI POUR LES DEMANDES DE STANDS

D'année en année, le nombre de groupes français et étrangers représentés à la fête augmente. Naturellement, nous nous en réjouissons, car nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la fête de LO soit un rassemblement où toutes les tendances du mouvement révolutionnaire, tous les groupes de gauche et d'extrême-gauche qui le désirent puissent être présents.

Nous devons cependant savoir le plus tôt possible, pour des raisons matérielles évidentes, quels sont les groupes qui désirent bénéficier d'un emplacement à la fête. Beaucoup nous ont déjà écrit. D'autres, qui comptent venir, ne l'ont pas encore fait. Nous leur demandons de nous écrire immédiatement au journal. Passé le 26 mai, tous les emplacements disponibles seront répartis. Il ne nous sera donc pas possible d'accepter de nouvelles demandes. Les lettres doivent donc nous arriver au journal pour le 25 mai DERNIER DELAI.

A la fête, entrée gratuite pour les enfants de moins de 14 ans

Départs province

Des cars pour Mériel partiront de :

ROUEN

Samedi 5 juin : 13 heures, place du Boulingrin.

BORDEAUX

Samedi 5 juin : 5 heures du matin, place Francis-de-Pressensé.

BOURGES

Samedi : 6 heures du matin, gare routière.

Dimanche : 5 heures du matin, gare routière.

VIERZON

Samedi : 6 h 30 du matin, gare.

Dimanche : 5 h 30 du matin, gare.

ORLEANS

Samedi : 7 h 45 du matin, gare.

Dimanche : 6 h 45 du matin, gare.

TOURS

Samedi : 7 h 30 du matin, gare routière.

LYON

Samedi 5 juin : 6 heures du matin, place Bellecour, devant la librairie Flammarion.

SAINT-ETIENNE

Samedi 5 juin : 6 h 30 du matin, place Chavanelle.

GRENOBLE

Samedi 5 juin : 5 heures du matin, rue Vauban.

RENNES

Samedi 5 juin : 7 h 30 du matin, salle Omnisport.

NANTES

Samedi 5 juin : 7 heures du matin, place Viarme.

SAINT-NAZAIRE

Samedi 5 juin : 6 heures du matin, place de la gare.

AMIS LECTEURS DE TOULOUSE

Un départ en car de Toulouse sera organisé pour vous permettre de participer à la fête de Lutte Ouvrière de Mériel (95).

Une permanence est organisée pour informations et inscription.

Tous les vendredis, de 18 heures à 20 heures, au café Le Béarn, place Saint-Michel, à Toulouse.

PAS DE PROBLEME POUR SE NOURRIR !

Nos amis le savent : il n'y a vraiment pas de problème pour se nourrir à la fête. Des dizaines de stands offrent des spécialités locales et, dans quatre centres de restauration, vous trouverez, à des prix modiques, des aliments plus « classiques » : steacks, quarts de poulets, frites, saucisses, merguez, sandwiches...

DANS DEUX SEMAINES LA FÊTE...

trois jours de spectacle

Notre programme artistique n'est pas encore définitivement fixé. Il nous manque plusieurs confirmations, il y aura pour certains passages des horaires à préciser. Mais voici ce que vous pourrez voir chacun des jours de notre fête sur nos deux scènes principales, le Grand Podium et le Petit Théâtre.

SAMEDI

GRAND PODIUM

Musique et chants du Moyen Age.
Groupe de jazz de Juke Minor.
Les Senthaklos (musique folk).

MAURICE FANON

Yvan Dautin
L'ensemble Gousse d'ail (folk).
J.-C. Laymond, piano.
L'ensemble des Mille et une nuits.
Le spectacle **Montéhus.**
Le groupe Soho (pop).
L'ensemble Invariance Jazz.

AU PETIT THEATRE

Mehmet Ayan (musique turque).
Les Senthaklos.
Jean Michel (variétés).
L'orchestre Archéxénon (jazz rock).
Yves Cauche (musique brésilienne).
André Fey (chanteur).
Catherine (chansons engagées).
Miloud (guitare folk).
Jacqueline et Dominique (guitare du XVIII[e]).
Jean-Michel Martin (prestidigitation).
Mime Luc.
Alan Allanic.
Théâtre des Deux Rives.

DIMANCHE

GRAND PODIUM

J.-C. Laymond (piano).
Martin le Blé (chanteur).
Musique antillaise.
Oswaldo Rodriguez (chansons chiliennes).
Lionel Rocheman (chansons).

COLETTE MAGNY

Groupe de Temro (musique et danses kurdes).
Los Gringos (musique sud-américaine).
Les Senthaklos.
Le groupe Soho (pop).
L'ensemble Capvath (chants et danses occitanes).
Les Dynamics (chants et danses antillais).

AU PETIT THEATRE

Christian (guitare).
Jean Michel (chansons).
Ensemble d'instrumentistes de Odile Bailleux.
Alan Allanic.
Jacques Bonhomme.
Allardi (chanteur).
Mime Duval.
Mehmet Ayan (musique turque).
Avec le Théâtre de Taverny : **Noces de sang,** de Garcia Lorca.

LUNDI

GRAND PODIUM

J.-C. Laymond (piano).
Jacques Blot (chansons et variétés).
Los Gringos (musique sud-américaine).
Les Gwendal (musique celtique).
Les Châtelet (chansons folk).

GUY BEDOS

Les Senthaklos.

AU PETIT THEATRE

Yoshiko (chansons japonaises).
John Wright (folk français).
Mehmet Ayan (musique turque).
Martin le Blé (chansons).
Thierry Graal.
Olivier Lataste (folk).
Abomidable Chaos Jazz Band.
Jean-Yves Chetaille.

Et vous trouverez un peu partout, dans la fête, des groupes de théâtre, des groupes de jazz, des chanteurs :

Le groupe Gousse d'ail vous apprendra des danses bretonnes Tous les jours, la troupe de théâtre Bilora de Cruzante donnera une représentation sur le plateau.

Le groupe Nanterre Feet Warmers jouera du middle jazz. Le groupe Frustation, du folk.

DANS LA NUIT DE DIMANCHE A LUNDI

il y aura cette année deux bals

L'un, sur le plateau avec l'orchestre Relax.

**Et sur la place Rouge, un Fest-Noz avec le groupe Gousse d'ail,
Kan a Diskan
le groupe de Ploubazlanec
...et bien d'autres.**

■ LES « CHATELET »

« Les Châtelet : drôle de nom. Pourquoi ?

— En souvenir. Parce que nous nous sommes rencontrés dans les couloirs du métro, au Châtelet, il y a huit ans. Nous y venions, chacun de notre côté, « faire la manche ». Nous l'avons faite ensemble. Et depuis, eh bien, on chante. On s'est aussi marié, on a fait un enfant. C'est sentimental, mais on aime bien cette histoire.

— Et pourquoi chanter du folklore lorrain ?

Roland : parce que je suis et que je me sens Lorrain. Toute ma famille est là-bas, j'y ai passé mon enfance. Quant à Brigitte, elle y a aussi des parents.

On parle toujours de la Bretagne, du Pays basque, de la Corse. Mais quasiment jamais de la Lorraine. Pourtant, là-bas aussi, il y a des problèmes, d'emploi, de chômage... La Lorraine est très mal connue. Alors voilà, on l'aime, on la chante. Elle aussi a un folklore — pas plus moche qu'un autre — une langue, des traditions. Tout cela se meurt. L'Etat centralisateur a tout détruit, tout assimilé, enlevé aux provinces — pas seulement à la nôtre, à toutes — leur caractère propre, leur vitalité. Chez nous, il y a cent ans, on révoquait les instituteurs qui laissaient leurs gosses parler patois...

On aimerait bien que la Lorraine et toutes les autres provinces ne soient plus étouffées et niées, que leurs traditions et leurs coutumes puissent continuer à vivre. On est contre le rouleau compresseur et l'uniformisation.

Oh ! et puis tout ça, c'est des mots. On aime, on chante, c'est tout. C'est ce qui est en nous, on l'exprime.

— Et vous utilisez des instruments traditionnels ?

— Qu'est-ce que cela veut dire ? Aller copier des instruments anciens, dont plus personne ne joue, dans les musées ou les bibliothèques ? Non. Nous voulons chanter des chansons vivantes, avec des instruments vivants, pas faire du travail d'archiviste, remuer de la poussière. Avec Bruno et Jacques, nos camarades, nous jouons de la guitare, de l'harmonica, du mirliton, du tambourin, du banjo, du violon. On oubliait : de la cuillère...

— De la cuillère ?

— Pourquoi pas ? On devrait faire de la musique avec tout. Tout devrait être musique... »

■ JACQUES BLOT

« Je suis comédien. J'ai toujours aimé le théâtre. Il y a un problème de public.

J'ai travaillé pendant quatre ans avec Jean Vilar. Au départ, c'était séduisant. C'était après la guerre et ce fut la première tentative de s'adresser à un public populaire. Le théâtre échappait à la bourgeoisie. Mais rapidement, les travailleurs ne sont plus venus. Ils ont été remplacés par des « petits-bourgeois », des « avertis » du théâtre. Par la suite, j'ai fait du théâtre expérimental. Je veux dire : quand on a commencé à jouer Brecht, c'était aussi « expérimental », car c'était une expérience, une recherche.

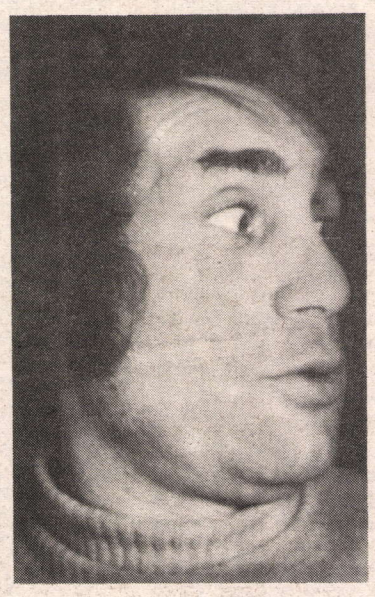
— Et maintenant ?

— Je vends ma force de travail partout, sur le marché. Je veux dire que jamais un acteur, un chanteur, un artiste de variétés n'a été considéré à un tel point comme une marchandise.

Cependant, je fais beaucoup de circuits parallèles, des MJC, des foyers de jeunes travailleurs, mais c'est tout de même le marché.

Le problème serait d'avoir d'autres rapports avec le public. Actuellement, dans le système actuel sous la V[e] République, c'est impossible. Je ne vois pas comment on peut modifier les conditions. L'intérêt, tout de même, dans les foyers, c'est qu'on s'adresse à un public de jeunes travailleurs ; on rompt les barrières socio-culturelles ; parce qu'il y a des discussions au cours desquelles on montre que, à l'aide de certaines techniques, être acteur, c'est un métier, un artisanat.

On fait percevoir que, en possesion de ces techniques, un certain nombre d'entre eux, même l'ensemble, avec plus ou moins de bonheur, pourraient s'exprimer. Ce qu'il faut, c'est démystifier l'artiste avec un grand « A ».



— As-tu un projet pour la fête ?

— Je n'ai pas de numéro particulier ; mais il se trouve que mes numéros sont politisés. En tous les cas, il y aura quelque chose sur les anciens combattants, ceux de Mai 68. Il y avait ceux qui ont fait Verdun ; maintenant, il y a ceux de Mai 68. »

■ MILOUD

« J'ai commencé par écrire des chansons sur des événements qui ne me concernent pas directement, par exemple sur les travailleurs immigrés, sur le Watergate, que je cherche à transcrire de façon musicale afin d'exprimer mes idées sur la question.

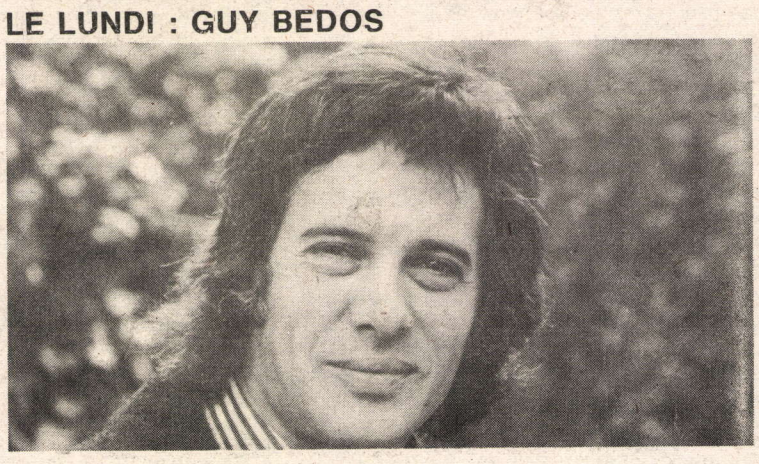
Maintenant, je cherche plus à chanter des textes sur la vie quotidienne, sur mes problèmes, sur mes copains... Je fais quelque chose de beaucoup plus personnel.

Je suis bien conscient de disposer d'un moyen privilégié de communication avec les autres, alors j'essaie de provoquer la discussion, de connaître la façon dont les gens ressentent les choses après m'avoir entendu. »

SERONT DE LA FÊTE

LE SAMEDI : MAURICE FANON

LE LUNDI : GUY BEDOS



Le procès Simeoni : procès de la politique gouvernementale

En choisissant le 22 août 1975 de donner l'assaut à la cave d'Aléria occupée par les militants de l'ARC, puis en jugeant aujourd'hui devant la Cour de sûreté de l'Etat Simeoni et ses amis inculpés de constitution de **« bande armée contre la sécurité de l'Etat »**, le gouvernement français a délibérément tenu à donner un caractère politique à cette affaire.

Et il a réussi, au-delà de tout ce qu'il pouvait espérer. Mais cette réussite même se retourne contre lui. L'assaut donné par les CRS à la cave d'Aléria devient le symbole de la politique répressive de l'Etat français contre la population corse : la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception à la fois pompeuse et dérisoire, fait de Simeoni une victime et un héros, traduit devant ce tribunal pour ses convictions. Quant à la population corse, elle a montré à différentes reprises (et elle vient encore de le montrer par le succès de la journée « île morte » qui a marqué l'ouverture du procès) qu'elle est dans cette affaire au moins de cœur du côté de Simeoni.

Ce n'est donc pas le procès de militants autonomistes isolés et minoritaires (que le ministre de l'Intérieur entendait montrer), c'est au contraire le procès de la politique du gouvernement français vis-à-vis de la Corse.

Cela est si manifeste que, dès le deuxième jour d'audience, l'accusation a retenu l'idée que, la provenance des coups de feu n'ayant pas été établie, ils pouvaient venir tout aussi bien d'au-delà de la ferme, c'est-à-dire des vignes avoisinantes. C'est reconnaître implicitement que Simeoni et ses amis ne peuvent être tenus responsables de la mort des CRS.

Deuxième fait : l'accusation de constitution de bandes armées pourrait être abandonnée car elle se fonde sur des appels à la violence que Simeoni aurait proférés lors du congrès de l'ARC. Or la défense possède l'enregistrement de ce congrès et prétend faire la preuve que ces propos n'ont jamais été dits par Simeoni.

Si l'on abandonne ces deux chefs d'inculpation, reste l'occupation de la cave et la prise d'otages, incidents qui ne justifient en rien la Cour de sûreté de l'Etat. Celle-ci, dont la compétence a été immédiatement mise en cause par la défense, s'efforce visiblement de ménager les accusés et force sur la courtoisie pour montrer son « impartialité ».

En fait, tout se passe comme si, dans cette affaire, les plus hautes autorités et surtout le ministre de l'Intérieur avaient tenu à faire étalage de fermeté, alors que les milieux politiques cherchent en réalité l'apaisement.

Ce mélange de déploiement répressif (1.200 CRS autour de la cave d'Aléria ; Cour de sûreté de l'Etat) et d'étonnantes complaisances (les occupants ont pu s'enfuir malgré l'encerclement ; les magistrats ont abandonné de fait l'essentiel de l'accusation) a caractérisé l'attitude d'un gouvernement qui ne veut pas se créer un problème politique avec la Corse, mais qui ne veut pas non plus montrer sa faiblesse.

A tous les coups, il montre son inconséquence.

C.B.

Manifestation des Corses de Marseille, au pied de la basilique de Notre Dame de la Garde, à la veille du procès Simeoni (AFP)

Les rodomontades de Poniatowski

Une nouvelle fois, à la tribune de l'Assemblée nationale, Poniatowski s'en est pris à l'opposition. Cette fois c'est aux fonctionnaires qui appartiennent au Parti Socialiste qu'il s'est attaqué.

Ceux-ci, paraît-il, pour défendre les intérêts de leur parti, iraient jusqu'à **« organiser une contre-information destinée à battre en brèche le secret administratif »**, ou encore **« dévoiler et critiquer les engagements des pouvoirs publics »**, **« dénoncer les aides financières »**.

Quel crime, en effet !

Les pouvoirs publics pourtant agissent, paraît-il, au service de tous. Et c'est l'argent de tous qu'ils gèrent. Comment se fait-il qu'il y ait des secrets que le public n'a pas le droit de connaître ? Sinon parce que, ce que fait l'Etat au nom de la collecticité, et avec son argent, va à l'encontre des intérêts de cette collectivité, pour les profits de quelques-uns.

Le plus drôle — ou le plus triste — c'est que Rocard, au nom des fonctionnaires socialistes dont il fait partie, ait cru devoir protester en affirmant que ceux-ci ne manquaient en rien à l'obligation de réserve. Il n'y avait pourtant pas de quoi avoir honte d'être accusé... de remplir simplement son devoir.

Sauf pour ceux qui ont des fonctionnaires, de l'Etat et de ses tâches la même conception que Poniatowski !

LE PROJET DE LOI SUR LA FAMILLE

Les députés discutent actuellement un projet de loi, déjà adopté en avril par le Sénat, relatif à **« la protection sociale de la famille »**, ce qui nous vaut des déclarations en faveur de la natalité et de la famille, **« pour un redressement en matière démographique »**, tant de la part des députés de l'opposition que de ceux de la majorité.

Reste que même les députés de la majorité ont dans leur ensemble critiqué le projet de loi de Simone Veil, le jugeant limité et inefficace.

Et il est vrai qu'il est bien difficile de voir dans les quelques mesures proposées autre chose que des aumônes : revenu minimum garanti pour les mères seules (cela toucherait environ 35 000 personnes) — congé rémunéré pour les mères adoptives (environ 1 500 dans ce cas) — maintien, partiel seulement, du droit à l'avancement pour les femmes fonctionnaires pendant leur congé pour élever leur enfant — et enfin dispense du service militaire dans certains cas pour les appelés pères de famille (ce qui en concernerait environ 4 000).

Ces chiffres sont donnés par Hélène Missoffe elle-même, qui est députée UDR. Or, au total, il y aurait en 1976 en France environ 1 600 000 mères d'un ou deux enfants de moins de trois ans, dont la moitié (800 000) utilisent un système de garde. Ce qui ne signifie pas que, si crèches et garderies existaient et étaient abordables, l'autre moitié n'en ferait pas autant.

Mais il n'existe à l'heure actuelle que 42 000 places dans les crèches et 18 000 dans des crèches dites familiales.

Comme on le voit, le gouvernement et Simone Veil parlent de politique familiale, alors qu'ils ne sont même pas capables de satisfaire les besoins les plus élémentaires en ce domaine.

Mais les mesures actuellement proposées n'ont pas de telles ambitions. Sans doute n'étaient-elles destinées qu'à faire rétrospectivement passer la pilule — si l'on ose dire — de la loi sur l'avortement aux milieux réactionnaires.

Christiane LE GUERN.

L'assassinat du P-DG du Crédit Lyonnais

Naissance et mort d'une campagne de presse

Jean Bilsky, l'assassin du P-DG du Crédit Lyonnais, avait fréquenté au lendemain de mai 1968 des groupes anarchistes et maoïstes. Il n'en fallait pas plus et il n'a pas fallu attendre longtemps pour qu'un certain nombre de journaux voient dans le meurtre de Jacques Chaine un complot gauchiste. L'après-midi même du drame, **France-Soir** titrait à la Une : **« Jean Bilsky, fiché par la police, appartenait au FRAP»** (le communiqué de protestation du FRAP, démentant que Bilsky ait jamais été membre de cette organisation, ne fut cité dans le même journal que le 19 mai, en pages intérieures, et en petits caractères bien sûr).

Quant au **Parisien Libéré** du lendemain, il voyait dans cette affaire la preuve que **« un mystérieux réseau téléguidé s'efforce de semer le désordre et la mort en notre pays, de déconsidérer la France, de détruire une société... au profit d'un système marxiste et collectiviste »**.

Ainsi, à partir d'informations plus ou moins vraies, livrées (de manière désintéressée ?) par la police, et de leur imagination fertile, un certain nombre d'organes de presse s'empressaient de développer la thèse du complot gauchiste. Sans même se demander, bien sûr (mais la vraisemblance n'était pas leur souci), quel but aurait poursuivi le mystérieux groupe terroriste qu'ils accusaient d'être à l'origine de ce meurtre.

La publication par **Libération** d'une interview de Jean Bilsky réalisée en 1975 est venue confirmer la thèse qui était, dès le départ, la plus vraisemblable : celle du geste d'un déséquilibré, recherchant un suicide spectaculaire. Mais si personne n'a mis en doute ce témoignage et sa signification, **France-Soir** n'en titrait pas moins, le 20 mai :

« Jacques Chaine, patron du Crédit Lyonnais, a été assassiné et chaque jour quinze P-DG reçoivent des menaces de mort. Seizième attentat terroriste depuis janvier ».

Malgré cela, selon toute vraisemblance, le meurtre du P-DG du Crédit Lyonnais est désormais classé. Mais la manière dont il a été exploité, pendant quelques jours, avant que la baudruche ne se dégonfle, montre de quel côté il faudra chercher si une affaire donnant lieu à pareille exploitation se reproduit un jour prochain. Car, plutôt que d'attendre le geste d'un nouveau tueur fou — tous d'ailleurs ne laissent pas des traces de leur déséquilibre et de leur isolement —, certains, dans l'extrême-droite... ou dans la police, pourraient bien être tentés de fabriquer eux-mêmes une affaire dont ils essaieraient de faire porter la responsabilité à l'extrême-gauche.

François DUBURG.

Imprimerie Graphie-Presses (93-Aubervilliers) - Responsable de la publication : Michel RODINSON - Diffusé par les NMPP - Commission paritaire n° 46450